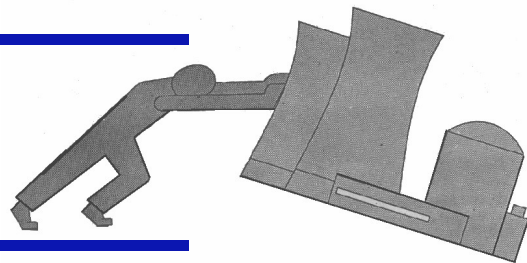


STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire
grand sud-ouest

N°71 - Semestriel - 4 €
Mars 2013

GOLFECH DIM 28 AVRIL 16H

PLACE DE GOLFECH / PARTICIPATION SOLIDAIRE / APRÈS LE RASSEMBLEMENT DEVANT LA CENTRALE NUCLÉAIRE PRÉVU À 14H

**Brut de béton production
INSTRUIT**



L'IMPOSSIBLE PROCÈS



ADRESSE: CHAUMIER BRUT DE BÉTON PRODUCTION 895 83160 BILLON. SIÈGE SOCIAL: 25 RUE MONTLOUIS 63000 CLERMONT FERRAND
CONTACT: 06 06 06 06 06 BRUT DE BÉTON PRODUCTION / METTRE EN SCÈNE BRUT DE BÉTON PRODUCTION LICENCE N° 2-107800. CODE APE 9001Z
SITE: WWW.BRUT-DE-BETON.NET BRUT DE BÉTON PRODUCTION EST EN CONVENTION TRIENNALE AVEC LA VILLE DE CLERMONT FERRAND
SITE INTERNET DE L'IMPOSSIBLE PROCÈS: LELIENCOMMUN.ORG/LIMPOSSIBLEPROCÈS

28 avril 2013

10h-12h coordination salle Leo Gipoulou-Valence
12h30-15h30 devant la centrale de Golfech
pique-nique, animations iconoclastes
(apportez vos vieux radiateurs électriques p.3)

16h place de Golfech théâtre

16h - 17h30 « procès » par Brut de Béton

18h-19h procès 2ème partie- acteurs locaux

A Stéphane Hessel

Exigez un désarmement nucléaire total !

Le récent essai nucléaire par la Corée du Nord a déclenché une série de protestations : la non-prolifération est menacée, nous dit-on. Toutefois, même en l'état, l'arsenal des bombes actuelles constitue une menace très concrète pour l'humanité. C'est le propos du livre **Exigez ! Un désarmement nucléaire total** (Stock, 2012), un appel lancé par Stéphane Hessel et Albert Jacquard en complément d'un état des lieux écrit par mes collègues Luigi Mosca et Dominique Lalanne avec l'Observatoire des armements.

On y découvre que le stock actuel de bombes nucléaires s'élève à 20 000, avec une puissance en moyenne 30 fois supérieure à celle de la bombe qui détruisit Hiroshima. Pire encore : environ 2 000 de ces bombes sont en état d'alerte permanente, prêtes à être lancées dans les quinze minutes !

L'emploi d'une centaine de ces bombes provoquerait une baisse de la température dans tout l'hémisphère concerné pendant une année, détruisant les récoltes et créant une pénurie alimentaire. Si le nombre de bombes utilisées devait atteindre le millier, l'hiver nucléaire serait catastrophique : obscurité épaisse, température au sol de zéro degré et destruction de la couche d'ozone. L'irradiation ultraviolette du Soleil finirait alors d'achever les survivants ainsi que la plupart des espèces vivantes !

L'argument selon lequel ce stock aurait contribué d'une quelconque façon à la paix n'est pas tenable, vu la multiplication des conflits actuels. Le livre esquisse ensuite les raisons profondes du maintien de ce grotesque arsenal de destruction : derrière les mensonges et la propagande, il s'agit de raisons politiques qui tiennent à l'existence des grandes puissances et à leur domination sur la planète. Ce petit club a déjà les mains sales du sang des civils japonais anéantis à Hiroshima et Nagasaki.

L'utilisation de ces deux bombes est justement définie comme un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Avec le traité de non-prolifération, les mêmes cinq, dont la France, imposent à tous les autres Etats de renoncer à cet armement. Celui-ci leur donne des droits d'arbitre, constitue un "marqueur" de leur puissance et est utilisé comme une vitrine technologique pour le nucléaire civil.

Les opposants, qui ont rarement le droit à la parole, pourraient rappeler par exemple qu'en 1995 encore, en pleine détente, on était tout près d'une catastrophe. L'image d'un missile se dirigeant sur la Russie était soudain apparue sur les écrans radar de l'armée russe. Il s'agissait d'un engin destiné à l'étude du climat que la Norvège avait oublié de signaler à la Russie. Et si Eltsine avait réagi différemment dans la poignée de minutes qui ont suivi cette alerte ?

On comprend alors pourquoi la bombe, qui devrait assurer **notre survie par sa force de dissuasion, n'est pas une "assurance-vie", mais plutôt une "assurance-décès", selon la formule pertinente du général Bernard Norlain** (Le Monde du 29 octobre 2011). Il suffirait d'un seul cas où la dissuasion n'aurait pas joué pour qu'une vraie fin du monde se produise.

Je suis moins d'accord avec les auteurs quant à l'efficacité des moyens proposés pour exiger le désarmement nucléaire. Vu les intérêts en jeu, le club des cinq ne reculera pas sur la simple base d'une campagne citoyenne. Il n'empêche, il faut lire et faire lire ce livre, relancer le débat et les initiatives en ce sens, avant que ces engins de mort ne nous fassent sombrer dans une ère obscure, en y entraînant toute la planète.

Par Marco Zito - LES COULISSES DE LA PAILLASSE

Physicien des particules, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives. LE MONDE SCIENCE ET TECHNO
21.02.2013 Mis à jour le 01.03.2013

Sommaire p.20

Arrêt en urgence de Golfech : Vital et décisif pour changer de modèle

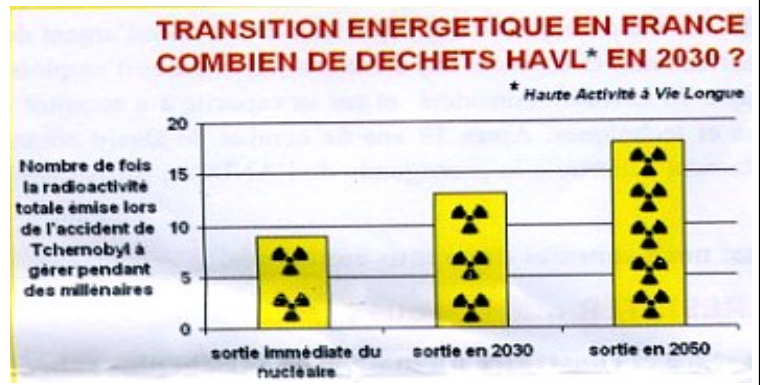
Oui nous sommes à un tournant de civilisation, oui certaines personnes ont cru bien faire en développant le nucléaire (et d'autres, comme Framatome, n'ont pensé qu'à leur profit etc..) mais tous nous sentons bien qu'il faut changer de modèle, dire non à un modèle qui, pour quelques KW et euros, met en danger des populations entières et leurs descendants..

* Garderiez vous les personnes que vous aimez dans une maison où tous les jours les déchets dangereux et ingérables s'accumulent, déchets que vos enfants et leurs descendants auront à gérer ?

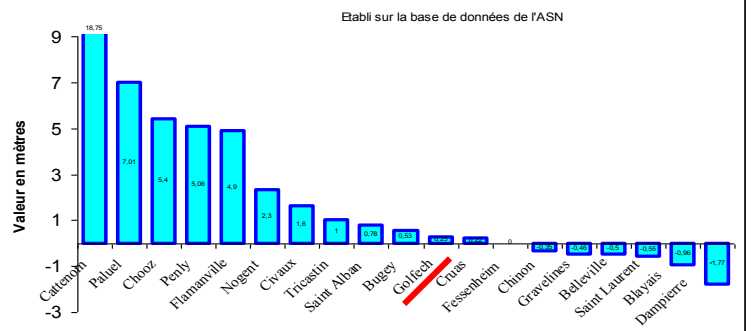
* Garderiez vous une maison qui risque d'être balayée par des crues ? (fonte des neiges 2013 à redouter...et dérèglement climatique loin d'être un leurre)

* Garderiez -vous une maison où ceux qui y travaillent doivent être infaillibles dans leur gestion ou risquent leur santé et où l'accident majeur fait partie des probabilités distillées par les organismes gestionnaires ? *IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) : coût d'un accident majeur 5800 milliards en 2007 (non divulgué), 430 milliards d'€ en nov.2012, 760*

Nesterenko un des pères du nucléaire en URSS a dit après l'accident de Tchernobyl : « J'ai compris que cette technologie n'était pas compatible avec le niveau moral de l'humanité »



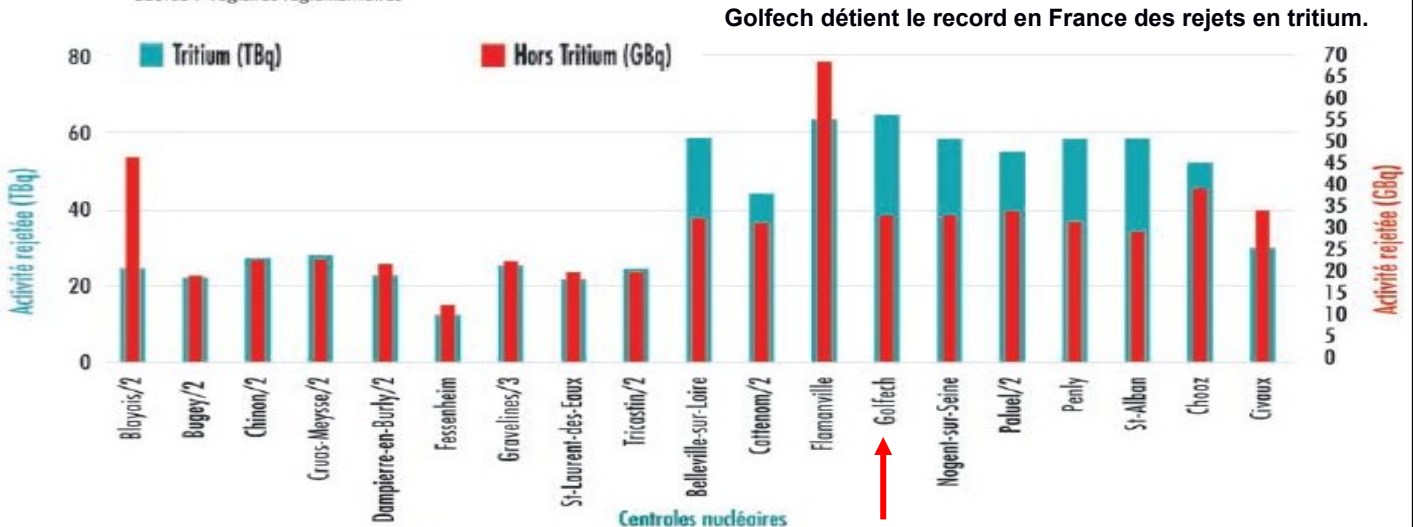
Situation des centrales nucléaires en regard du risque inondation



en mars 2013 - voir Le journal du Dimanche-lejdd.fr et sortirdunucleaire.org

rejets radioactifs liquides pour les centrales nucléaires en 2011

Source : registres réglementaires



* Garderiez-vous une maison où à tous les instants des produits toxiques imprègnent votre atmosphère, l'eau que vous buvez et arrosez votre potager mettent à mal votre santé et **surtout celle des enfants** ?

Une étude a été réalisée par l'Université de Mayence sur demande de l'Office fédéral de protection contre les radiations, à partir de données statistiques portant sur la période 1980-2003 dans les régions proches de 21 réacteurs ou anciens réacteurs allemands. Elle montre que le risque de cancer augmente de 60% lorsque l'enfant habite à moins de 5 km d'une centrale, et de 117% si on prend en compte uniquement les leucémies. L'étude montre aussi que l'excès de cancers et leucémies est détectable jusqu'à 50 km autour des installations nucléaires.

* Est-ce votre volonté de faire courir à vos enfants un risque accru de leucémies en gardant le modèle énergétique qu'on vous a imposé ? (en 1979, 83% des habitants de la région ont refusé la centrale de Golfech dans les 16 communes concernées : Golfech, le nucléaire, implantation et résistances, CRAS p.125)

Faites-vous votre opinion et exigez que la CLI organise dans votre région **des conférences sur les dangers des faibles doses comme celles du tritium**. Demandez que Paul Lannoye, physicien, député européen honoraire, rapporteur du Parlement européen pour la directive 96/26/Euratom soit parmi les acteurs de ces conférences (voir independentwho.org, actes du « Forum Scientifique et Citoyen sur la Radioprotection : de Tchernobyl à Fukushima » du 12 et 13 mars 2012. Paul Lannoye était un des intervenants). Pour ce écrivez à **M. Calafat, président de la CLI de Golfech, Mairie de Golfech, 82400**.

Si votre opinion est faite exigez du même M. Calafat que la CLI refuse de préparer un éventuel accident majeur, de toutes façons ingérable et amoral par l'épouvante engendrée (voir le documentaire « le monde après Fukushima » videos-arte.tv et bien d'autres). **C'est l'arrêt de Golfech qui ouvre des pistes inventives, écarte une épée et même des épées de Damoclès, mais ne supprime pas forcément des emplois (démantèlement, essor des emplois liées à la transition voir ci-contre) .**

Transition énergétique : la sortie du nucléaire, préalable incontournable

Deux axes de développement qui s'opposent !

La transition énergétique est basée sur la sobriété énergétique. Le nucléaire a basé son développement sur une forte consommation électrique.

Chaque diminution d'un degré de la température extérieure provoque une augmentation de la consommation d'électricité de 2.300 MW à 19 heures, soit l'équivalent de la consommation électrique d'une ville comme Marseille.

Ainsi, tandis que la France compte 15 millions d'habitants de moins que l'Allemagne, sa consommation d'électricité peut atteindre le double de celle de sa voisine (écart lié au chauffage électrique important en France, rare en Allemagne)

L'Allemagne cumule 60.000 MW de solaire et d'éolien, soit l'équivalent du parc nucléaire français. Notre pays quasi tout nucléaire aggrave fortement le retard sur les équipements en énergies renouvelables :

Suite à la catastrophe de Fukushima, le Japon a mis en place un programme de subventions aux énergies renouvelables. Cela a entraîné une hausse de 75 % de ces investissements : soit 16,3 milliards de dollars. Tous ces exemples montrent bien qu'une réelle transition énergétique est incompatible avec la poursuite d'une politique de production nucléaire !

La transition verte et l'emploi

« En Allemagne, le tournant énergétique se résume à un mot en 4 lettres : jobs » écrivait le sociologue Ulrich Beck dans une tribune du Monde le 10 juillet dernier. La confédération syndicale allemande (Deutscher Gewerkschaftsbund- DGB), qui expose sa position dans un fascicule de 30 pages est en effet très optimiste : « la mise en place d'une industrie écologique et

durable est créatrice d'emploi. D'après l'Agence fédérale pour l'emploi, **1,8 million de personnes travaillent dans les énergies renouvelables**, la recherche et la production de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs industriels traditionnels (automobile, chimie et métallurgie, bâtiment), dans les services et le commerce ». Le 30 août, Volkswagen a d'ailleurs annoncé qu'elle consacrerait 1 milliard d'euro à la recherche dans les énergies renouvelables.

Pour le DGB, la transition verte est ***une question de vie ou de mort***. Changer de modèle de développement en se libérant du nucléaire est d'autant plus nécessaire, que cette décision découle, conclue-t-il « ***d'une vision optimiste qui envisage un monde plus juste et plus sûr pour les générations futures, et qui abandonne le court-termisme et la croissance à tout prix*** ».

En France, des syndicalistes de plus en plus nombreux tels que Christian DELARUE UL CGT Rennes et ce collectif de syndiqués à Fessenheim prennent en considération ces interpellations :

Arrêtons cette fuite en avant dans des chantiers ruineux et d'un autre temps : La construction de l'EPR, le projet de la LGV, de Notre dame des Landes etc... incompatible d'une société basée sur la sobriété. Créons des emplois durables et locaux dans la transition énergétique.

Envoyez à Martin Malvy et à vos parlementaires ce texte que vous pouvez personnaliser pour exiger une sortie du nucléaire et l'abandon de tous ces projets pharaoniques :

CONSEIL REGIONAL MIDI-PYRENEES

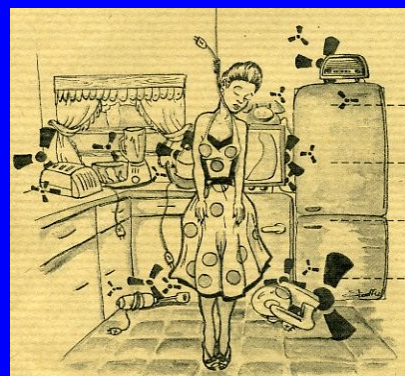
22, boulevard du Maréchal-Juin—31406 Toulouse Cedex 9



12h30-15h30 devant la centrale de Golfech

Pique-nique et animations :

- **Création d'une sculpture avec de vieux radiateurs électriques** (chauffage électrique en France=10 réacteurs...apportez vos radiateurs...)
 - **démonstration efficacité du soleil**
 - **Ateliers d'expression : dessin, peinture**
 - **le point sur Golfech**
- 16-19h théâtre. Impossible procès. place de Golfech**
- **16h-17h30 par la compagnie Brut de Béton**
 - **18h-19h : témoignages à charge d'acteurs de la lutte locale**



Autres représentations de l'Impossible Procès par la compagnie Brut de Béton

Toulouse (31): mardi 30 avril et mercredi 1er mai 2013 :

Gaillac (81): jeudi 2 mai 2013 : Salle Dom Vayssette: 20h30



Agen : stand d'information sur l'eau bien gardé le 29-9-12

La Garonne fluorescente pour alerter l'opinion

Le collectif Stop Golfech a déversé du colorant dans la Garonne pour démontrer que le faible débit du fleuve est incompatible avec le fonctionnement de la centrale.



SO 30-9-13

Des hommes intègres ,
Préparaient intégralement
La désintégration progressive
De la matière vivante Désemparée

in Tout s'en allait Jacques Prévert
(cité dans CRILAN)



La maison de résistance
à la poubelle nucléaire

Bure Zone Libre
2 rue de l'église
55290 Bure

Golfec : victoire juridique en appel -1-10-13

En janvier 2010, 450 litres d'effluents radioactifs provenant de la centrale de Golfec ont été accidentellement déversés dans le milieu naturel. Le 5 novembre 2010, le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte. (extrait dossier juridique Réseau SDN voir site)

(..) EDF ne peut ainsi violer impunément la législation, nuire à l'environnement, et faire peser des risques graves sur la santé des travailleurs du nucléaire et des riverains.

C'est pour cela que, le 5 novembre 2010, le Réseau "Sortir du nucléaire", FNE Midi-Pyrénées et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, soutenus par de nombreuses associations locales, ont décidé de déposer plainte (voir la plainte, en document joint). Le Parquet n'ayant pas poursuivi ces faits, EDF a été citée directement devant les juridictions.

L'audience en première instance s'est tenue le jeudi 26 janvier 2012, au tribunal de police de Castelsarrasin (voir le compte-rendu, en document joint). Le procureur a retenu deux infractions et a requis une amende de 1 000 euros pour chacune d'entre elles. Le 29 mars 2012, le tribunal a finalement relaxé purement et simplement EDF. Les associations et le Parquet ont donc fait appel de cette décision.

L'audience devant la Cour d'appel de Toulouse a eu

lieu le 1er octobre 2012 (voir le compte-rendu de l'audience en appel, sur le site du Réseau). L'avocat général, représentant du Ministère public en appel, a requis une condamnation pour deux des trois infractions soulevées. L'affaire a été mise en délibéré et la décision a été rendue le 3 décembre.

Pour la première fois en France, EDF a été condamnée pour ses manquements à la réglementation technique. La Cour d'appel a retenu deux infractions à son encontre et l'a condamnée à payer 4 000 euros d'amende et à verser 1 500 euros de dommages et intérêts à chacune des parties civiles. Ces montants peuvent sembler dérisoires lorsque l'on connaît les bénéfices annuels d'EDF. Toutefois, c'est une belle victoire juridique car elle marque un tournant considérable dans la jurisprudence nucléaire !

EDF a décidé de déposer un pourvoi en cassation.

	Réacteur 1	Réacteur 2
Décret d'utilité publique	27/10/1980	
Décret de création	03/03/1983	31/07/1985
Date de 1 ^{ère} divergence	24/04/1990	21/05/1993
Arrêtés de prélèvements d'eau et de rejets d'effluents liquides et gazeux	16/09/2006	
Mise en service	26/02/1993	28/07/1995

CLI Golfec

EVENEMENTS

2013

12 mars 2013

(source : Fax CNPE Golfec, Fax ASN-DRIRE midi-Pyrénées)

Différents types d'événements	2013
événements significatifs de sûreté ESS	3 ESS n°3 de niv 1
événement significatif transport EST	
éven. intéressants transport EIT	
événements signif radioprotection ESR	
événements signif environnement ESE	1
éven. intéressants environnement EIE	6
total des événements	10

Fax ASN : entre le 19 janvier et le 3 février 2013, le mauvais réglage du système de régulation d'une vanne du circuit secondaire du réacteur n°1 du centre nucléaire de production d'électricité de Golfec a entraîné l'indisponibilité partielle du circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère.

Le circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère a pour rôle d'évacuer la vapeur produite dans le circuit secondaire vers l'atmosphère, dans certaines phases d'exploitation normales du réacteur et dans certaines situations accidentelles, au cours desquelles il permet de limiter la pression dans le circuit secondaire et de contrôler le refroidissement du circuit primaire.

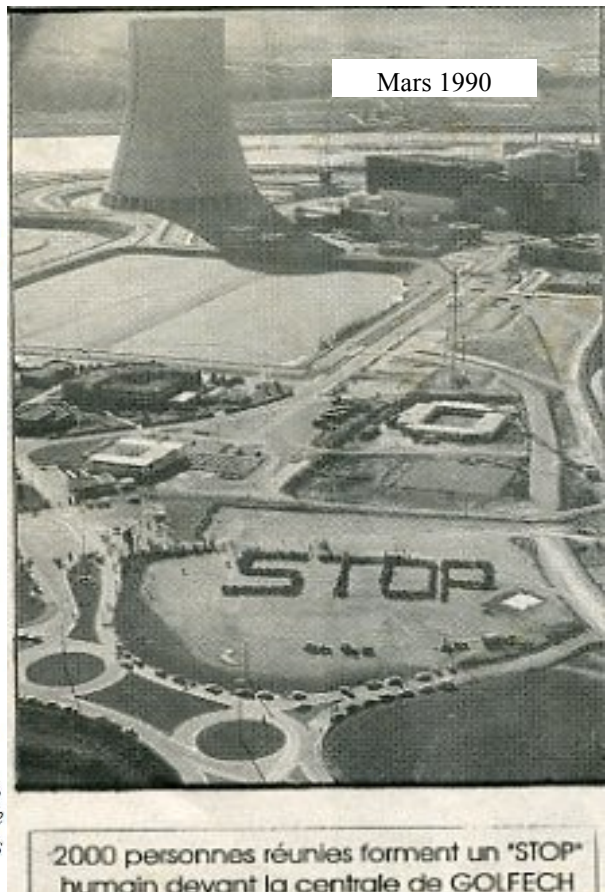
Le 19 janvier 2013, au cours d'une opération de maintenance, les intervenants ont détecté une différence de réglage entre le régulateur de commande d'une des vannes du circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère et celui des trois autres vannes similaires. Ce régulateur de commande permet, en fonction de la pression mesurée dans le circuit secondaire, de déterminer le niveau d'ouverture de la vanne auquel il est associé.

Le 2 février 2013, après avoir effectué une analyse approfondie de cette différence de réglage, l'exploitant a conclu que cet écart pouvait, dans certains cas, avoir un impact sur le temps de réaction de la vanne du circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère. Conformément aux règles générales d'exploitation, il a donc déclaré à l'ASN un événement significatif relatif à cette vanne. Toutefois, l'exploitant a précisé, qu'au vu des essais réalisés a posteriori, la vanne aurait été dans la capacité d'assurer sa fonction.

Le 3 février 2013, l'exploitant a décidé de remplacer, à titre de précaution, le régulateur de commande. L'origine de l'écart n'a, à l'heure actuelle, pas été identifiée par EDF.

Du fait de la capacité de la vanne du circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère à assurer sa fonction, cet événement n'a eu aucune conséquence réelle ni sur la sûreté de l'installation, ni sur la sécurité du personnel, ni sur l'environnement. Toutefois, compte tenu du non respect des règles générales d'exploitation et de la détection tardive de l'événement, il a été classé au niveau 1 de l'échelle internationale des événements nucléaires INES.

Golfec : la vie ordinaire, début 2013, 1 incident par semaine, extrait rapport ASN pour celui de niveau 1 sur échelle de 7 (Tchernobyl ou Fukushima)



Profanation du mémorial de la Paix.

Le Conseil Général de la Gironde, sur directive de son Président M. Madrelle, a mis sa menace à exécution en faisant **démonter le Torii, mémorial de la Paix érigé le 6 août 2012 face au Laser Mégajoule.**

Négajoule! a utilisé l'espace public de façon symbolique, sans nuire à personne, pour interpeller les citoyens et mettre les politiques devant leurs responsabilités.

Accepter le maintien du Torii aurait signifié pour le CG33 accepter de relier le Mégajoule à Hiroshima.

Refuser le monument, c'est interdire le droit de revendiquer la paix dans le monde et le refus de l'horreur nucléaire.

Refuser le monument, c'est nier la menace de nouveaux crimes de guerre et de nouveaux crimes contre l'humanité en préparation au Laser Mégajoule.

Refuser le monument, c'est interdire la liberté d'expression pacifiste.

Négajoule! exprime le refus de citoyens de cautionner ces recherches déshonorantes à finalité mortifères.

Le Torii est le symbole du respect des victimes civiles, de l'expression de ce que nous humains, ne pouvons accepter dans la guerre nucléaire, qui est un crime contre les populations civiles.



Nous sommes indignés car la France a signé le traité de non prolifération des armes nucléaires et celui d'interdiction complète des essais. Or les recherches nucléaires militaires violent totalement l'esprit et les textes des traités qui ont été signés en notre nom. En déménageant

Mururoa au Barp, l'État français persiste à rester hors la loi internationale et à nier les droits de l'Homme dont le premier est le droit à la vie.

L'Association Négajoule! exige l'arrêt immédiat des recherches nucléaires au Barp et la reconversion des moyens financiers, techniques et scientifiques pour les soins aux victimes du nucléaire, les recherches et l'application des techniques de démantèlement des centrales et de l'armement nucléaires et enfin la décontamination des zones irradiées dans le monde.

L'association Négajoule! continuera à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires, dans le respect et la non violence, pour informer sur la finalité réelle du Laser Mégajoule, rappeler à la France ses engagements vis à vis de la communauté internationale et l'engager sur la voie du désarmement et de la paix

Association Négajoule! 27 février 2013



Effectivement, d'autres assos s'inspirent de cette action et un tori en bambou démontable est en projet

10 LA DÉPÊCHE du Bassin

LE BARP

NEGAJOLE : Association pour l'arrêt du Mégajoule , 06 62 70 98 50
laser.megajoule.free.fr/ **Tous les 6 du mois action « occupied » rond point**
devant le laser mégajoule ainsi que bien sûr le 6 août 2013

« Le torii a été abattu »

N°877 du 14 au 20 mars 2013

Le torii de la paix trônait fièrement sur son lopin de terre, devant le site du Laser Mégajoule du Barp. Il a été enlevé, « profané », par les services du Conseil général.

Il y a quelques jours, le Conseil général de la Gironde a mis sa menace à exécution et fait démonter le torii, mémorial de la Paix, érigé le 6 août 2012, face au Laser Mégajoule. C'est un long bras de fer, entre une association pacifique et la collectivité territoriale qui vient de se terminer. Terminé ? Enfin pas vraiment, car l'association, son président en tête, n'entend pas baisser les bras. « La profanation du torii n'a fait que motiver encore plus les membres de Négajoule, relève Jean-Marc Louvet, le président. Le Négajoule continuera inlassablement de dénoncer la folie meurtrière du Laser Mégajoule. Hessel vit en chacun de nous. Nous sommes et restons indignés ! »

L'association "Négajoule" entendait utiliser l'espace public de

façon symbolique, sans nuire à personne, pour interpeller les citoyens et mettre les politiques devant leurs responsabilités. C'est pourquoi tous les 6 de chaque mois, ils occupent le rond-point desservant le Laser Mégajoule. Jean-Marc Louvet poursuit son explication et martèle : « Accepter le maintien du torii aurait signifié pour le Conseil général accepter de relier le Mégajoule à Hiroshima. Refuser le monument, c'est interdire le droit de revendiquer la paix dans le monde et le refus de l'horreur nucléaire. Refuser le monument, c'est nier la menace de nouveaux crimes de guerre et de nouveaux crimes contre l'humanité en préparation au Laser Mégajoule. Refuser le monument, c'est interdire la liberté d'expression pacifiste. Négajoule exprime le refus de citoyens de cautionner ces recherches déshonorantes à finalité mortifère. Le torii est le symbole du respect des victimes civiles, de l'expression de ce que nous, humains, ne pouvons accepter dans la guerre nucléaire, qui est un crime contre les populations civiles. »

Une solution pourrait se concrétiser entre personnes de bonne volonté. En effet, lors de la réunion du 11 décembre 2012, entre le Négajoule et le Conseil général,



l'association lui avait proposé d'acheter la parcelle où se trouvait le mémorial. « Il nous avait été répondu qu'il ne pouvait être question de cette vente tant que le mémorial de la paix était en place. Aujourd'hui, le torii-mémorial de la

paix ayant été enlevé, l'association Négajoule renouvelle donc sa proposition d'acheter cette parcelle. » La balle est donc de nouveau dans le camp du Conseil général. Affaire à suivre...

[Patricia DROGE]

Les automobilistes ne verront plus le torii de la paix, tout de rose peint, car « il a été abattu » les services du Conseil général. La fin d'un long combat entre le pot de terre et le pot de fer ?

Depuis la catastrophe de Fukushima. Jean-Louis Basdevant, physicien nucléaire, estime qu'il faut « sortir du nucléaire actuel ». DR

Professeur durant 35 ans à l'Ecole polytechnique, le physicien nucléaire Jean-Louis Basdevant estime qu'il faut arrêter les centrales nucléaires, plus particulièrement celle de Fessenheim. C'est la leçon qu'il tire de Fukushima.

Il faut stopper Fessenheim immédiatement, dites-vous. Pourquoi ?

En étudiant la catastrophe de Fukushima en détail, je me suis aperçu que Fessenheim, comme beaucoup de centrales françaises, est dangereuse. J'ai accumulé les données, me suis renseigné dans la presse asiatique et anglo-saxonne. **En France, on ne dit pas tout, loin de là.** À ma grande stupéfaction, j'ai découvert que les ingénieurs du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), d'Areva, de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire) considèrent qu'un accident grave est improbable en France. C'est pourtant ce qui s'est produit à Fukushima. Les réacteurs à eau présentent tous de gros dangers de fusion du cœur en cas d'arrêt du refroidissement. Même à l'arrêt d'un réacteur, il faut continuer à le refroidir en permanence. Sinon, **la température monte de 1° par seconde.** Si on ne maîtrise pas cet échauffement, c'est la catastrophe, comme à Fukushima.

Mais l'ASN a tiré les leçons de Fukushima et a demandé des travaux de renforcement du radier.

L'ASN dit les choses sans se mouiller, elle fait des recommandations mais ne prend pas de décision. Elle accepte les propositions d'EDF de renforcer le radier, mais il n'y a pas beaucoup de place disponible. Quoi qu'on fasse, le radier ne pourra pas dépasser 2 m d'épaisseur totale, ce qui est tout à fait insuffisant. **En cas de fusion du cœur, un radier de 1 m d'épaisseur se perce en une heure.** Quand il fait 3 m, il est percé en une journée ou deux. À Fukushima, les radiers avaient une épaisseur de 3 à 6 m...

Par ailleurs, pour recueillir le corium, EDF annonce un système d'écoulement sur une surface de 10 m². Alors que sous le réacteur d'un EPR comme celui en construction à Flamanville, il est prévu un collecteur de corium de 170 m². On se moque du monde : **les travaux de renforcement du radier envisagés à Fessenheim ne permettront pas d'arrêter 100 tonnes de matières radioactives à 2 800°.** Toute la nappe phréatique rhénane sera contaminée en cas de fusion du cœur.

La nouvelle source froide vous paraît-elle acceptable ?

Non, c'est une sottise. EDF a simplement percé un trou vertical dans la nappe phréatique pour y puiser de l'eau de refroidissement en cas d'accident. C'est la porte ouverte à la contamination de la nappe. Aujourd'hui, on ne construirait plus de centrale sur ce site en raison de la présence du canal, unique source d'eau froide jusqu'à présent. Les autres réacteurs sont construits à

Un ingénieur du CEA demande l'arrêt de centrales nucléaires et notamment de Fessenheim

proximité de sources naturelles comme un fleuve ou la mer. À Fessenheim, si l'écluse amont est gravement endommagée, une falaise d'eau de plus de 12 mètres déferlera sur la centrale et la noiera, comme la vague du tsunami de Fukushima. Si l'écluse aval se casse, le canal se videra, il n'y aura plus de source froide. Je suis catastrophé par tous ces risques et toutes ces sottises gravissimes. Un accident grave rendra toute la vallée du Rhin inhabitable pendant 300 ans. C'est criminel et cela a été confirmé par l'AIEA, l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Par ailleurs, l'IRSN a évalué le coût d'un accident majeur en France, pas forcément à Fessenheim, à 430 milliards d'euros. Qui pourra payer cela ? C'est affolant. Et le bon peuple croit que les ingénieurs sont là pour lui garantir la sécurité...

Durant votre longue carrière de physicien et d'enseignant, n'aviez-vous jamais pensé à l'accident maximal ?

On l'a évoqué après l'accident de Three Mile Island, en Pennsylvanie, en 1979. Les ingénieurs français disaient qu'ils seraient bien capables de se débrouiller. Après Tchernobyl, ils ont imputé la catastrophe aux erreurs de conception, aux causes politiques, aux fautes d'exécutants. Après Fukushima, ils ont invoqué la catastrophe naturelle. En France, les ingénieurs du CEA forment une caste, défendent un dogme qui remonte au nucléaire militaire d'après-guerre. Les décisions sont prises par le lobby nucléaire et l'argent qui pèsent lourd face au politique. Aux États-Unis, plus aucun réacteur n'a été construit après Three Mile Island, à cause du refus du public, des médias et des associations. En France, on en a construit 55. LIRE Maîtriser le nucléaire, Sortir du nucléaire après Fukushima, par Jean-Louis Basdevant, éd. Eyrolles (2012), 19,50 €.

BIO : Ancien élève de l'École normale supérieure, le physicien Jean-Louis Basdevant est directeur de recherche au CNRS.

Il a été pendant 35 ans professeur à l'École polytechnique dont il a présidé le département de physique. Il donnait des cours de mécanique quantique, d'énergie nucléaire et d'énergie-environnement.

Spécialiste de physique des hautes énergies et d'astrophysique nucléaire, il a travaillé au Lawrence Berkeley National Laboratory, au CEA à Saclay, au Cern à Genève, dans des laboratoires américains et à l'INFN de Turin.

le 07/03/2013 à 05:00 par Propos recueillis par Élisabeth Schulthess source: L'Alsace

<http://www.lalsace.fr/actualite/2013/03/07/jean-louis-basdevant-pourquoi-il-faut-stopper-fessenheim>



Fessenheim : des associations ont déposé un référé devant le Conseil d'Etat pour empêcher des travaux

Le réseau Sortir du nucléaire et des associations alsaciennes opposées à l'énergie atomique ont annoncé jeudi avoir déposé un recours en référé devant le Conseil d'Etat contre les travaux visant à renforcer la sûreté de la centrale de Fessenheim.

Une série de travaux ont été imposés à EDF par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), pour permettre une exploitation prolongée de dix ans pour le réacteur N°1. "Le recours devant le Conseil d'Etat a été déposé jeudi et devrait être examiné d'ici à quelques jours", a indiqué le réseau Sortir du nucléaire, qui soutient les associations locales Alsace Nature, Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, Stop Fessenheim et Stop transports-Halte au nucléaire.

"Nous estimons que les travaux ne relèvent pas d'une simple modification matérielle, mais d'une modification notable qui prévoit une enquête publique", estime Marie Frachisse, juriste au réseau

Sortir du nucléaire.

Par ailleurs, les associations estiment que, dans la perspective de la fermeture de cette centrale à l'horizon fin 2016, ces travaux sont "coûteux et inutiles". Il s'agit en l'occurrence de renforcer les "radiers", les dalles de béton situées sous les réacteurs, une opération inédite et décidée à la suite de l'accident de Fukushima. Le coût de ces travaux, qui doivent être effectués d'ici le 30 juin, est compris entre 20 et 30 millions d'euros, avait indiqué fin janvier le directeur de la centrale Thierry Rosso. L'ASN doit rendre un autre avis sur d'éventuels travaux à réaliser sur le deuxième réacteur. La fermeture de Fessenheim, la plus ancienne centrale française, est une promesse de campagne de François Hollande, que le chef de l'Etat s'est engagée à tenir pour fin 2016.

Publié le 21/03/2013 Source : France 3 <http://alsace.france3.fr/2013/03/21/fessenheim-des-associations-ont-depose-un-refere-pour-empêcher-des-travaux-220593.html>



Dimanche 24 mars Répression contre les militants antinucléaires et anti-THT : la Justice relaxe... parfois

La France n'est peut être pas une dictature sanguinaire comme on en trouve dans de nombreux pays (dictatures d'ailleurs souvent soutenues par les grandes « démocraties »), mais la répression violente et arbitraire existe bel et bien chez nous, et elle frappe plus particulièrement les militants antinucléaires et les militants anti-THT.

En ce mois de mars 2013, une flopée de procès avaient lieu, et sont relatés dans les deux articles précités. On notera avec soulagement, concernant les verdicts des 18 et 20 mars, qu'« après la relaxe définitive en première instance des trois militant-e-s lors du procès du 9 octobre 2012, ces verdicts mettent une nouvelle claque à la répression contre les actions antinucléaires du 23 novembre 2013 du côté de Valognes et désavouent une fois de plus l'action du parquet de Cherbourg. »

Concernant les militants anti-THT, deux procès sont reportés et un verdict mis en délibéré, et un autre verdict est « moyen », aboutissant à une condamnation décevante mais, toutefois, bien en deçà de ce qui était escompté par les forces de répression. N'hésitez pas à apporter votre soutien moral et/ou financier à ces gens courageux...

<http://antitht.noblogs.org/777>

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/plutonium-mox-combustible-nucleaire-18137.php4>

Le plutonium, enjeu tabou de la transition énergétique

Alors que les stocks de plutonium issus de l'activité des centrales nucléaires s'accumulent en France de manière préoccupante, l'association Global Chance souligne le traitement politique contradictoire de l'enjeu des déchets nucléaires. *Actu-Environnement.com*

On s'en souvient encore : lors de la négociation pré-électorale entre le Parti socialiste (PS) et Europe écologie – Les Verts (EELV) à l'automne 2011, le MOX avait fait l'objet d'un paragraphe, qui, au début n'avait pas attiré l'attention. Le texte préconisait "une reconversion à emploi constant de la filière de retraitement et de fabrication du MOX et des moyens de stockage des différents types de déchets, notamment le laboratoire de Bure, en centres d'excellence de traitement des déchets et du démantèlement". Quelques heures plus tard, le 15 novembre 2011, ces lignes disparaissaient du texte, les négociateurs du PS ayant été interpellés par les industriels EDF et AREVA, inquiets pour l'avenir d'une filière industrielle très française : celle du retraitement des déchets nucléaires. A la suite d'une polémique abondamment médiatisée, le paragraphe était réhabilité. Entre temps, la France découvrait le MOX, combustible nucléaire issu d'un mélange d'oxyde de plutonium (PuO₂) et d'oxyde d'uranium (UO₂) commercialisé depuis les années 80 par EDF et la COGEMA, devenue AREVA.

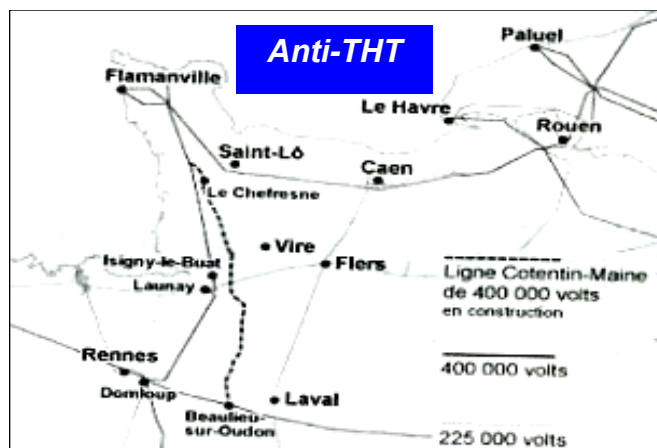
Officiellement, le MOX sert à "recycler" les stocks de plutonium pour ralentir leur accumulation et justifier la filière du retraitement. Un réacteur nucléaire de 1000 mégawatts produit entre 230 et 260 kilogrammes de plutonium par année de fonctionnement. Une partie de ce plutonium, le PU 239, dont la période est de 24.000 ans, est réutilisé dans le MOX, combustible hautement fissile destiné à certains réacteurs à eau légère, comme l'unité 3 de la centrale de Fukushima ou le futur EPR de Flamanville. Ce combustible, qu'il faut 60 ans pour refroidir dans les piscines de l'usine de retraitement de la Hague (Manche), avant son stockage définitif, est une matière excessivement toxique. Une quantité de l'ordre d'une dizaine de milligrammes provoque le décès d'une personne ayant inhalé en une seule fois des oxydes de plutonium, selon l'IRSN.

Une substance à hauts risques

L'association Global Chance, conjointement à des experts internationaux tels que Frank von Hippel, co-Président de l'International Panel on Fissile Materials et Professeur des affaires publiques et internationales à l'Université de Princeton aux Etats-Unis, ont pointé à plusieurs reprises, dans des publications très documentées et à l'occasion d'un séminaire à Paris le 19 mars, les risques associés à la commercialisation du MOX. Cette substance est transportée par train à travers l'Europe et par bateau dans des conteneurs vers le Japon. La stratégie d'exportation du MOX par AREVA accroît les risques de détournement et de prolifération.

En 1994, 70 kilogrammes de plutonium s'étaient accumulés, à l'insu des contrôles, dans les installations de télémanipulation de l'usine de production de combustible MOX à Tokai, au Japon. Le même type d'incident a été identifié en 2009 à Cadarache (Bouches-du-Rhône), où plusieurs dizaines de kilogrammes de plutonium sont restés dans les "boîtes à gants" de télémanipulation, en dehors de toute comptabilité.

La quantité globale de plutonium est estimée à quelque 250.000 kilogrammes, soit l'équivalent de la totalité des stocks de plutonium militaire de la planète, suffisant à fabriquer 50.000 têtes nucléaires, selon un rapport des consultants Franck Barnabie et Shaun Burnie. Il ne faut que cinq kilogrammes de plutonium pour fabriquer une arme, huit kilogrammes pour l'équivalent de la bombe atomique utilisée à Nagasaki (Japon) en 1945.



un verdict mis en délibéré, et un autre verdict est « moyen », aboutissant à une condamnation décevante mais, toutefois, bien en deçà de ce qui était escompté par les forces de répression. N'hésitez pas à apporter votre soutien moral et/ou financier à ces gens courageux...

<http://antitht.noblogs.org/777>



essin du Canard Enchaîné.

La France, épicerie mondiale du plutonium

La France est dans une situation singulière. Elle est le pays au monde qui détient le plus de plutonium (63,3% de la quantité globale), avant le Japon (28,3% de la quantité globale). Selon un article de Jean-Claude Zerbib et André Guillemette, respectivement ingénieur en radioprotection retraité du CEA, et ingénieur méthodes et processus retraité de la DCN à Cherbourg, "fin 2011 de l'ordre de 1.100 tonnes de combustibles MOX usés étaient entreposées en stockage de longue durée dans les piscines de

l'usine AREVA NC de la Hague. Aux 1.100 tonnes de combustibles MOX usés viennent s'ajouter 390 tonnes entreposées dans les piscines du bâtiment combustibles des réacteurs d'EDF, en attente de refroidissement intermédiaire (plus de 2,5 ans) avant d'être envoyées vers la Hague au rythme moyen actuel de 100 t/an. Enfin, dans 21 des réacteurs d'EDF, 300 tonnes sont en chargement". La France est aujourd'hui le seul pays au monde à pratiquer le retraitement à grande échelle, "activité industrielle le surprenante compte tenu du fait que les produits sortants – le plutonium et l'uranium « retraité » – ont une valeur comptable zéro et une valeur marchande négative", s'étonnent les experts de Global Chance, alors qu'AREVA a subi une perte de 100 millions d'euros en 2012 et a vu sa notation internationale rétrogradée à un "BBB-", soit à peine "un cran au-dessus d'un junk bond", selon Mycle Schneider, consultant international. En dépit de l'accord électoral entre le PS et EELV, la stratégie de retraitement des combustibles usés a été reconduite par le président de la République lors d'une réunion du Conseil de politique nucléaire : "La stratégie de retraitement des combustibles usés et le réemploi dans les réacteurs français des matières fissiles extraites sous forme de combustible MOX sont confirmés", selon un communiqué de l'Elysée du 15 octobre 2012. La France compte 22 réacteurs de 900 mégawatts "moxés". "Si les engagements électoraux de François Hollande de réduire à 50% d'ici à 2025 la part du nucléaire dans la production d'électricité sont tenus, en 2026 s'arrêtera le dernier réacteur moxé, sous réserve que sa durée de vie soit de 40 ans", calcule Mycle Schneider, extrapolant le scénario 2012 de l'ADEME selon lequel, en 2030, la puissance installée du nucléaire passera à 32 GW. Le retrait des réacteurs moxés serait alors la voie mécaniquement la plus sûre pour limiter la surproduction du MOX.

le 25 mars 2013 Agnès Sinai

Parmi les nombreux rejets – thermiques, radioactifs, chimiques, bactériologiques... – qui s'échappent des installations atomiques « propres » plus ou moins insidieusement, nous allons nous pencher ici sur le cas de l'hydrogène radioactif dénommé « tritium » qui possède exactement les mêmes propriétés chimiques que l'hydrogène. Ce tritium a envahi notre environnement et y reste durablement grâce à sa demi-vie de 12 ans et 117 jours. EDF écrivait à son sujet : « le tritium ne peut être ni traité (aucun procédé n'existe actuellement) ni stocké (période radioactive d'environ 12 ans) et que par conséquent ou il s'accumule dans l'effluent primaire, où il est rejeté »(1). Comme si cela ne suffisait pas, en présence d'azote, l'eau tritiée génère de l'acide nitrique qui ronge les conteneurs. Pour les industriels, la meilleure façon de faire face aux déchets tritiés est de « diluer-disperser » plutôt que « concentrer et isoler. »

En plus des rejets massifs de tritium par les deux seules voies légales autorisées en France, (Cheminée « Bâtiment des Auxiliaires Nucléaires » proche des enceintes de confinement et les bouches de rejets aquatiques, radioactives chimique et thermiques en rivières, fleuves et mers) le tritium est sans cesse mesuré dans les nappes phréatiques de toutes les installations nucléaires : il s'échappe en effet de ces installations en toute illégalité. Parfois, comme à Saint-Maur les Fossés, une « erreur » du CEA conduit à la contamination de population à son insu : le tamis du CEA référencé comme neuf était en fait usagé et contaminé. (2) Comme les infractions des opérateurs de l'atome sont commises sans réaction appropriées du gendarme du nucléaire, le Réseau Sortir du nucléaire, en relation avec les personnes ou les associations locales, attaque ces infractions au tribunal. Alors que depuis le début de son existence l'ASN avait adressé moins de dix mises en demeure vis-à-vis des infractions commises par les opérateurs du nucléaire, depuis que la machine juridique a été enclenchée par les associations, l'ASN a emboîté le pas à travers une centaine de mises en demeure ! Grâce au travail des antinucléaires, pour la première fois en France, le 3 décembre 2012, Edf Golfech a été condamné en appel par rapport à ses rejets radioactifs dans l'environnement : L'entreprise était assignée par Stop Golfech et Sdn (3)... Reste à attendre le verdict de la cassation puisque Edf s'y est pourvu.

Un peu d'histoire très ancienne :

Suite à une dissipation par décroissance naturelle au cours de millions d'années, la radioactivité émise lors du big-bang a laissé la possibilité à la vie sous forme complexe, d'apparaître sur terre. Les propagandistes pour la continuation des affaires atomiques affirment que l'on peut sans danger répandre de la radioactivité artificielle puisqu'elle existe naturellement : nous sommes pour eux le siège de milliers de désintégration d'origine naturelle dans l'organisme, sous entendant de fait que c'est sans danger : pourtant la radioactivité naturelle tue depuis la nuit des temps : les systèmes biologiques humains côtoient des radioéléments naturels contre lesquels ils ont appris à lutter. Aujourd'hui, le radon, gaz naturel, est à l'origine de la deuxième cause de cancer du poumon, juste derrière le tabac. D'une cinquantaine de radioéléments naturels présents sur terre, nous sommes passés à 20 fois plus grâce à l'activité humaine. Limiter la définition de la radioactivité à un seul phénomène qui est le becquerel, comme

tes n'a aucun sens : chaque radioélément a sa propre bande d'émission (Hertz), son propre type d'émission (alpha, bêta, gamma), son énergie (eV) sa vitesse d'émission, ses propres descendants, parfois radioactifs, parfois stables... mais chacun de ces « fils » disposent à son tour de ses nouvelles toxicités propres qui peuvent être chimiques, radioactives... Les organismes vivants tentent d'organiser une défense biologique contre une attaque de la radioactivité artificielle sans précédent.

Mais d'où sort le tritium aujourd'hui ?

Il ne se passe pas un mois sans que l'on entende parler d'une nouvelle contamination de nappe souterraine, de fleuves ou de mer en tritium. Voici un petit tour de France, de ces contaminations illégales. Il faut également se souvenir qu'avant l'avènement de l'ère nucléaire, le tritium était d'un niveau ZÉRO dans les nappes phréatiques selon le CEA contrairement aux 7 ou 8 Bq/l annoncés régulièrement comme normaux par les opérateurs du nucléaire.

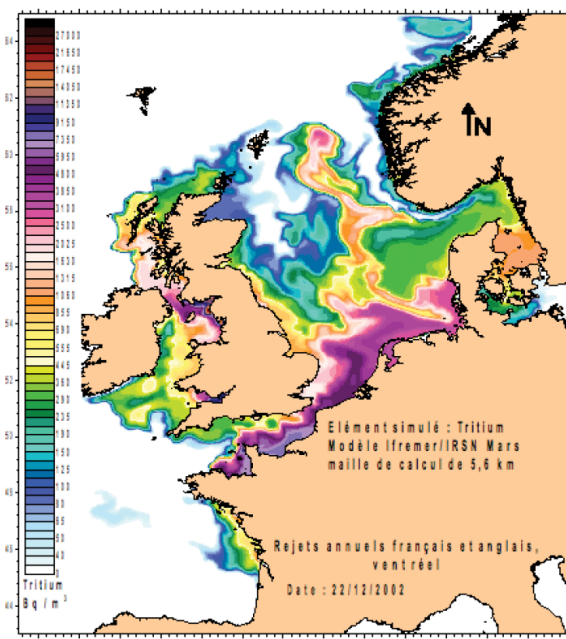
1 - Quelques données pour la nappe phréatique et pour le seul tritium :

- 11 - **CEA** : - Cadarache : de 3 et 71 Bq/L de 2009 à mi-2011 - Fontenay aux Roses : 9,1 et 18,3 Bq/l entre 2002 et 2010 - Saclay : moyenne tourne autour de 50 Bq/l avec 3 nappes qui dépassent les 100 Bq/l et une qui oscille autour de 160 Bq -
- 12 - **Centrales atomiques** : - Fessenheim - 460 Bq/l en avril 2011 mise en place d'un pompage de la nappe - Cattenom : de décembre 2009 à avril 2011, entre 13 et 22 Bq/l - Blaye : de décembre 2009 à avril 2011, entre 10 et 35 Bq/l - Tricastin - le 6 avril 2001, suite à un entreposage temporaire d'effluents dans des capacités qui se sont avérées inadaptées du tritium a été mesuré dans la nappe jusqu'à 355 Bq/l - Flamanville : 12 2009 à avril 2011, activité tritium de 6,9 Bq/l avec des pointes à 16 Bq/l - Paluel : seule est mesurée sous la nappe une activité bêta variable en fonction de la salinité selon l'influence des marées - Penly : la nappe sous la centrale, considérée comme fermée, présente une activité en tritium de 15 Bq/l. Une pointe à 94 Bq/l d'origine non identifiée (Sic) par l'exploitant, a été mesurée en février 2011 puis à nouveau 60 Bq/l en octobre 2012 - Civaux : Le 4 janvier 2012, une activité volumique en tritium de 540 Bq/l a été mesurée sous la centrale - Bugey : octobre 2012 concentration à 200 Bq/l dans un puits - Belleville-sur-Loire – 6 juillet 2000 :330 Bq/l en tritium puis 640 Bq/l quinze jours plus tard - Le 20 12 2012, 2,5 m3 d'eau contenant du tritium à 40 Bq/l ont été déversés dans le réseau de collecte des eaux pluviales - Gravelines : 7 des 11 points de prélèvements présentent un niveau moyen de 20 Bq/l, un piézomètre monte à 55 Bq/l en avril 2010, 82 Bq/l en mai et 92 Bq/l en juin 2010 pour redescendre à 25 Bq/l en juillet 2010 - Dampierre-en-Burly Le 5 février 2001, inondation sur 80 cm d'une galerie souterraine du site. Le pompage de 200 m3 d'eau contaminée en tritium à 105 Bq/l a été envoyé directement dans la Loire.
- 13 - **La Hague** : Le tritium est mesuré dans la nappe à un niveau de 4 821 Bq/l en 2010 avec une valeur maximale relevée à 169 000 Bq/l. Ce tritium est rémanent autour du site et dans le ruisseau Sainte-Hélène : - de 1973 à 1976 les mesures oscillent entre 40 et 2 000 Bq/l - puis à partir de 76 de entre 200 et 10 000 avec une pointe à 60 000 Bq/l en 1979 - pour se maintenir entre 80 et 400 Bq/l de 1998 à nos jours. Les rejets importants seraient survenus en 1976 suite à un « incident » de stockage (Sic) sur le centre de l'Andra.

2 – Tritium ans les fleuves, les rivières et la mer :

Nogent sur Seine : de 1987 à 2010, parti d'environ 10 Bq/l, le niveau de tritium dans la Seine monte de façon constante pour

Figure 5.7 - Simulation de la dispersion du tritium rejeté par les installations nucléaires françaises et anglaises.



s'établir aujourd'hui à l'aval de la centrale à d'environ 50 Bq/l pour les hivers et 70 Bq/l en été avec une pointe à 110 Bq/l en juin 2010.

La Hague : en octobre 2012, le laboratoire de l'ACRO a mesuré plus de 110 Bq/l dans l'eau de mer à proximité de La Hague (4) 3 – **Dans l'atmosphère** : début des années 2000 , nous nous sommes aperçus à Stop Golfech que tous les

opérateurs des installation atomiques avaient lancé un rabattage massif du tritium de l'atmosphère vers les eaux des rivières des fleuves et des océans : nulle explication ne fût donnée à cette manœuvre pourtant très importante. Un ingénieur de la DRIRE interrogé par nos soins répondit que cette action était probablement liée au fait qu'on respirait plus d'air que l'on ne buvait d'eau... et pourtant, l'eau tritiée étant chimiquement identique à l'eau ordinaire, elle est assimilée rapidement dans tout l'organisme : **l'eau tritiée est jugée 25 000 fois plus radio-toxique que le gaz tritium selon une étude de l'AIEA (AIEA91)**. L'IRSN se contente aujourd'hui de préciser que « l'impact radiologique des rejets de tritium étant en général plus important par voie gazeuse que par voie liquide, les exploitants de centrales nucléaires font le plus souvent le choix de minimiser les rejets de tritium par voie gazeuse et, par voie de conséquence, de privilégier les rejets de tritium par voie liquide. ». Les rejets radioactifs étant effectués dans l'atmosphère, ils sont également rabattus lors d'épisodes pluvieux : il a été mesuré des activités en tritium de 5 à 55 Bq/l de l'eau de pluie à proximité des Centres Nucléaires de Production Electrique du Rhône. Pour le Tricastin, on se situe à 120 Bq/l en 1975 et 40 Bq/l en 2010 – En

1963, à Thonon, de l'eau de pluie à été retrouvée à 6 000 bq/l (5)

Petit rappel sur les propagandistes de l'atome :

Ces pseudos scientifiques, inféodés aux industriels, se cooptent en confréries telles les académies de Médecine ou des Sciences : dans ces faux lieux savants, ils fomentent puis étalent leurs théories mensongères à destination du bon peuple. Dans un rapport de l'académie nationale de médecine en 1999 (6) le professeur Tubiana indiquait : **« Certains groupes de pression se livrent à un véritable harcèlement dont le but clairement exprimé est de susciter dans l'opinion publique la crainte de toute industrie nucléaire afin d'obtenir son abandon par le pouvoir politique... en particulier, ils présentent comme potentiellement dangereuses des contaminations ou irradiations de plusieurs ordres de grandeurs inférieurs aux seuils d'apparition des conséquences sanitaires des rayonnements ionisants. En déniant toute légitimité aux instances réglementaires dont ils contestent systématiquement l'indépendance, ils ajoutent encore au désarroi du public ; ... »** N'en déplaise aux académiciens, une méta-étude américaine de novembre 2012 montre que le **premier Becquerel peut-être bel et bien dangereux ! (7)**. Au-delà des mensonges autour de l'atome, ces mêmes « savants » se sont déjà illustrés en affirmant, durant des décennies, que l'amiante ne présentait aucun danger sanitaire – ce sont ces mêmes personnages qui cachent aujourd'hui la réalité des atteintes biologiques liées à la dissémination des OGM.

A noter également des comportements curieux : Mme Taubira, dans l'opposition en mars 2011, soutenait l'association française des malades de la thyroïde contre le professeur Pellerin dans l'affaire du nuage de Tchernobyl... Aujourd'hui Garde des

que en charge de l'affaire des... malades de la thyroïde. Heureusement qu'il se trouve de plus en plus de scientifiques qui se libèrent du joug mensonger et qui réalisent avec l'appui de politiques et de donateurs, des travaux scientifiques indépendants.

Origines et quantités de tritium :

- **Tritium naturel** : Le tritium d'origine tellurique (produit par la radioactivité du sol) serait négligeable, ce qui expliquerait que les références données par le CEA avant l'ère atomique était **de zéro Bq/l pour le tritium des nappes souterraines**.

Une source provient du cosmos suite à l'impact des bombardements des neutrons cosmiques sur les composants l'atmosphère (azote, oxygène, argon). La production naturelle de tritium cosmique annuelle est estimée entre 150 et 200 grammes (8). Par suite de décroissance naturelle, un calcul simple montre qu'il y aurait un équilibre entre 300 et 400 g (9) de tritium présents dans l'environnement qui engendreraient une activité comprise entre 108 000 et 143 200 TéraBecquerels : Tera équivaut à un suivi de 12 zéros.

Nous sommes bien loin des 3,5 kg évoqués par l'UNSCEAR 2000 qui a « estimé que l'inventaire permanent du tritium naturel est d'environ 1,275.1018 Bq (3,5 kg) à l'échelle planétaire » : en effet, toujours par un calcul simple, sur la base d'une demi-vie de 12,3 ans, les 3,5 kg d'aujourd'hui auraient représenté, lors de la signature du traité de Brétigny, en l'an 1 360, une quantité de tritium de 31 525 milliards de tonnes de tritium... une impossibilité physique qui se passe de commentaire. Ces kg de tritium en excès n'ont évidemment absolument rien de naturel...

- Tritium artificiel :

- Les explosions atmosphériques de bombes atomiques réalisées de 1945 à 1980 ont disséminé une quantité de tritium estimée à 234 000 000 TBq qui correspondent à environ 650 kg (UNSCEAR, 2000). Toujours selon l'UNSCEAR, en 1993, l'accumulation du tritium militaire dans l'environnement (principalement dans les océans) était d'environ 4,3.1019 Bq (Ndr : soit 119 kg).

- **La fabrication des bombes atomiques : en 1999, le CEA de Valduc a rejeté dans l'atmosphère 267 TBq**

- Dans les réacteurs à eau sous pression français, le tritium est produit par l'action des neutrons sur le deutérium, le lithium, le bore, certains isotopes de l'uranium et du plutonium...

Le site de Golfech se retrouve dans le peloton de tête des sites français pour ses niveaux de rejets de tritium dans l'environnement. Ses réacteurs comportent - comme tous les réacteurs des paliers 1300 MWe et 1450 Mwe - des grappes sources secondaire qui sont à l'origine d'une production supplémentaire de tritium dans le circuit primaire. Ce niveau varie de 4 à 12 TBq par an et par réacteur. Cela correspond à une production supplémentaire de 20 à 40 % de tritium selon la durée d'irradiation des grappes.(10)

- Notes : il est à remarquer que ce sont presque exclusivement les industriels et les militaires qui fournissent leurs propres chiffres d'activité tritium

- les calculs de masse de tritium sont effectués sur la base d'une activité de 360 TBq pour un gramme de tritium -

Estimation des rejets radioactifs :

L'UNSCEAR - Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations sur les Radiations Atomiques - fournit des chiffres de production de tritium au niveau mondial pas très réalistes puisqu'ils ne proviennent pas de mesures mais de calculs : (8)

LES REJETS RADIOACTIFS CHIMIQUES POUR LES DEUX REACTEURS

ASN -2011	UNITÉ ANNUELLE	LIMITE RÉGLEMENTAIRE	ACTIVITÉ REJETÉE	% DE LA LIMITE RÉGLEMENTAIRE
Tritium	TBq	80	64,9	81,1
Carbone 14	GBq	190	23,6	12,4
Iodes	GBq	0,1	0,0079	7,88
Autres produits de fission ou d'activation, émetteurs bêta et gamma	GBq	25	0,117	0,47

1 TBq (téraBecquerel) = 10¹² Bq
1 GBq (gigaBecquerel) = 10⁹ Bq

- Production de tritium de toutes les centrales atomiques mondiales :

Rejets gazeux : 6 500 TBq en 2008 ont été émis dans l'atmosphère par tous les réacteurs atomiques.

Cela correspond à 18 g de tritium. Toujours sur la base des données de l'UNSCEAR (2 000) chaque réacteur aurait produit en moyenne 2,4 TBq de tritium gazeux soit pour tous les réacteurs au monde 413 Réact. x 2,4 TBq = 991 Tbq

Rejets liquides : 11 600 TBq soit 32 g de tritium et 19 TBq d'eau tritiée par an [UNSCEAR, 2000].

- Rejets par les usines de retraitement de combustibles irradiés :

Le tritium de fission est libéré en grande partie lorsque le combustible utilisé est mis en solution lors du retraitement.

Les trois usines de retraitement au monde : Tokai-Mura, Sellafields et la Hague auraient rejeté :

dans l'atmosphère : **12 000 TBq** en 2006

dans les océans : 260 TBq en 2006

Atteintes biologiques du tritium sur le vivant suivant son arrangement physique sous 4 formes :

- **L'eau tritiée ou HTO** (le tritium s'est substitué à un ou deux hydrogènes de la molécule H₂O) s'assimile rapidement et complètement. Une étude de l'AIEA montre que le tritium inhalé se répand de façon égale dans les tissus mous. **L'eau tritiée se mêle rapidement à toute l'eau du corps** [ACES 94]. Cette eau tritiée étant chimiquement identique à l'eau ordinaire, elle est généralement considérée comme 25 000 fois plus radio-toxique que le gaz tritium [AIEA 91].

L'irradiation bêta émise par le tritium est faible, néanmoins, dans le corps humain, cette faiblesse peut être, en effet, un aspect de la force destructrice de cet isotope car toute la puissance d'ionisation de la particule est concentrée sur la partie du corps où il se trouve [Fairlee 92].

- **La forme gazeuse du tritium**, Hydrogène-tritium ou HT, n'est pas assimilée par les plantes et peu assimilée par les animaux et l'homme (faiblement oxydée par les bactéries des voies respiratoires). Son « efficacité » en termes de rétention serait **1 500 fois moindre que celle de l'eau tritiée.**(11)

- Le tritium organique en position " échangeable " est présent dans les molécules organiques où il s'est substitué à l'hydrogène dans les radicaux typiques (-OH, -SH, = NH, ...). Le tritium organique en position échangeable se met en fait en équilibre avec le tritium contenu dans l'eau cellulaire et subit les mêmes évolutions.

- **Le tritium organique en position " non échangeable "** car il est directement lié au carbone: T C. : il reste donc plus durablement présent que HTO (12) (13).

Ian Fairlie, expert britannique en radiations, indique dans une étude de 2007 réalisée pour Greenpeace que « *Le tritium est beaucoup plus dangereux que ce que les scientifiques le croyaient. L'élément chimique pourrait causer des cancers et des mutations génétiques en s'incrustant dans les cellules humaines après s'être lié à des molécules d'eau... Selon le chercheur, les personnes qui vivent à moins de cinq kilomètres d'une centrale nucléaire sont les plus menacées en raison des concentrations plus élevées en tritium* » (14)

Cinq ans plus tard les propos du scientifique britannique sonnent comme une terrible prophétie : en effet suite à l'étude de 2012 de l'INSERM qui mettait en évidence un doublement des leucémies infantiles dans un périmètre de 5 km autour des centrales nucléaires, nous avons noté dans le dernier numéro de « Stop Golfech » que le fait d'avoir rabattu le tritium de l'atmosphère vers les fleuves et les océans correspondait étrangement à la même période de mise en évidence par l'INSERM de problèmes graves de santé infantile autour des installations nucléaires.

Conclusion :

Les effets délétères du tritium sur le vivant sont maintenant parfaitement documentés et l'IRSN commence à le reconnaître. Cependant pour tous nos manipulateurs invétérés, des études temporisatrices doivent encore être menées pour mieux cerner les phénomènes biologiques en jeu. Comme pour l'amiante, les mêmes acteurs aux manettes, freinent l'avènement

de la vérité : comme nous avons pu le voir, ils ont modifié

substantiellement la façon d'effectuer les rejets en tritium de l'atmosphère vers les rivières et les océans à l'insu de la société toute entière. Ils cachent, sous des aspects naturels, des niveaux d'activités qui sont totalement le fruit d'activités humaines.

Le fait que l'enrichissement des combustibles

s'accroisse pour espacer le nombre d'arrêts pour rechargements - le fait que le désarmement mondial ne se profile pas - le fait que la France s'enfonce dans l'absurdité du "retraitement" - le fait que l'ITER soit toujours sur les rails... laisse présager un avenir chargé en production de tritium et n'augure donc pas de l'avènement de la vérité sur ce toxique.

Un souci cependant pour tous ces bonimenteurs, les associations multiplient des analyses environnementales du tritium auprès de laboratoire indépendants (comme Stop Golfech auprès de la CRII-Rad en décembre 2009) et démontrent le mensonge et les problèmes liés à ce toxique auprès de la société. Contrairement au cas d'Alexandre Litvinenko démontré immédiatement comme empoisonné au Polonium 210, les atteintes biologiques liées aux attaques du tritium ne sont pas démontrables aujourd'hui et, pour les opérateurs de l'atome, le crime commis sur les populations reste encore parfait... Si les responsables mettent en avant, sur la scène médiatique, la réalité des problèmes liés aux irradiations médicales, c'est probablement pour mieux cacher les atteintes physiques liées aux retombées radioactives des affaires atomiques.

Comme nous l'avons noté lors de l'enquête publique DARPE de 2005, concernant la révision des rejets polluants dans l'environnement, l'ASN, gendarme du nucléaire, a mangé son chapeau (15) : l'Autorité exigeait en effet une baisse de 60 % des rejets en tritium : les industriels ont encore fait la loi en obtenant une augmentation de l'autorisation de 20 % !

Alors pour tous ceux qui sont contraints de vivre en aval des rejets liquides ou sous les vents dominants des installations nucléaires, il y a au moins deux mesures simples qui devraient leur permettre de limiter leur contamination en tritium : éviter les eaux à surface libre renvoyées vers leurs robinets pour la consommation et éviter les bains d'eaux tritiées.

Pour en savoir plus : - CRII-Rad : <http://www.criirad.org/>

- Acro : <http://www.acro.eu.org/>

- <http://groupes.sortirdunucleaire.org/> qu'est-ce-que-le-tritium - Le tritium : Actualité d'aujourd'hui et de demain : Auteurs : GAZAL Suzanne, AMIARD Jean-Claude

(1) Source EDF : rapport annuel de surveillance de l'environnement 1999.

(2) <http://groupes.sortirdunucleaire.org/saint-maur-bondoufle>

(3) <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Deversement-radioactif-a-Golfech>

(4) <http://www.lamanchelibre.fr/cherbourg/actualite-42471-la-radioactivite-mesuree-dans-hague.html>

(5) <http://www.criirad.org/installations-nucl/rapport-stalban-2004.pdf>

(6) Académie de médecine - commission XIII : santé - épidémiologie - Environnement

(7) Une étude révèle que la radioactivité, même à des niveaux très bas, reste dangereuse pour la santé

(8) http://livre-blanc-tritium.asn.fr/fichiers/Tritium_CHAP_1-1.pdf

(9) Calcul du rédacteur pour estimer le tritium naturel présent aujourd'hui dans l'environnement à raison d'une production de 150 à 200 g annuels : Somme tritium naturel en 2013, valeur haute = 200g + (200/21 + 200/22 ... + 200/2n) : la partie entre parenthèses ou les exposants représentent le nombre de période de décroissance et le total de production tend vers 200g soit donc un niveau naturel de tritium de 400 g

(10) http://www.irsn.fr/FR/expertise/rapports_expertise/Documents/surete/IRSN_DSU-217_Tritium-sources-production.pdf

(11) http://livre-blanc-tritium.asn.fr/fichiers/Tritium_CHAP_1-2.pdf

(12) http://livre-blanc-tritium.asn.fr/fichiers/Tritium_CHAP_5-4.pdf

(13) http://livre-blanc-tritium.asn.fr/fichiers/Tritium_CHAP_4-9.pdf

(14) Canadian press June 12, 2007 Le tritium radioactif dans les Grands Lacs menace la santé humaine par Chinta Puxley

(15) CLI Golfech du 22 octobre 2001

Une grande part des difficultés économiques que rencontrent notre pays vient du secteur nucléaire, qu'il s'agisse de notre balance commerciale ou de notre développement industriel ou encore des coûts et de la précarité énergétique.

Les exportations moins stimulées, le pétrole toujours présent

Sur le plan de notre balance commerciale, si le secteur nucléaire a durant un temps dopé nos exportations, il n'en n'est plus ainsi depuis longtemps et nous consommons toujours autant de pétrole. Aucun EPR n'est vendu et ne risque de l'être compte tenu de l'enlèvement des chantiers finlandais et français. Échecs successifs à Abu Dhabi, aux Emirats arabes Unis, aux Etats Unis et en Tchèque. Quant aux partenariats avec la Chine, à la condition qu'ils ne nous dépossèdent pas de notre patrimoine immatériel (brevets), quelles seraient les retombées pour notre commerce extérieur?

Sur le plan industriel, la situation est encore plus grave

L'industrie nucléaire est arrivée à tuer dans l'œuf tout développement massif des ENr, empêchant toute filière nationale puissante de voir le jour. Non seulement la France sera dans l'impossibilité de respecter son objectif de 23% d'ENr en 2020, s'exposant à des sanctions financières, mais encore, elle perd chaque jour un peu plus la possibilité de créer et développer ses entreprises dans les ENr.

12.000 emplois ont été volontairement sacrifiés par le gouvernement Sarkozy et les efforts actuels sont dérisoires et n'ont en aucune manière l'ambition de rattraper le temps perdu. Or, c'est en libérant ce secteur et en encourageant les particuliers et les entreprises à se doter d'ENr que les industriels pourraient voir leur marché croître... sauf qu'il n'en n'est pas question. **Les ENr sont condamnées à rester anecdotiques en France parce que le choix nucléaire exclut toute autre solution.**

Les investissements en RD se font toujours massivement dans le nucléaire (ITER, ASTRID) et non dans les technologies indispensables que sont le stockage de l'énergie, le développement des éoliennes d'une nouvelle génération, ou les progrès dans le solaire. **Quant à des choix simples comme la généralisation de la méthanisation dans l'agriculture, l'interdiction du chauffage électrique et l'obligation de doter toute construction nouvelle d'un chauffage à base d'ENr, ils sont bannis.** Ce serait pourtant des solutions simples et économiques.

Les mêmes constats peuvent être formulés à propos de la réduction de la consommation énergétique qui n'est nullement encouragée, le comble étant les compteurs Linky, payés en définitive par l'utilisateur mais qui serviront principalement EDF et non le consommateur.

Les situations financières d'EDF et d'Areva sont plus que préoccupantes

EDF vient d'exiger 5 Mds d'euros de l'Etat, qui bien évidemment manqueront ailleurs. L'EPR est en passe de devenir un gouffre financier. Flamanville, qui tangente désormais les 9 mds d'euros, est déserté par le partenaire d'EDF, ENEL contraint de surcroît à lui rembourser la bagatelle de 610 M d'euros. Et qui va assumer la différence entre le prix de revient et le coût de l'EPR construit par Areva en Finlande (9Mds) et des 2 EPR construits en Chine à moitié prix.

Le projet anglais -avec un prix de rachat minimum de 10 cts d'euros qui n'est pas encore accepté par le gouvernement britannique- risque de se transformer en Trafalgar.

En effet, non seulement le partenaire d'EDF, Centrica, s'est retiré en raison de la hausse des coûts et des retards accumulés, mais encore le projet d'enfouissement des déchets radioactifs

dans le comté de Cumbrie patine alors que dans la législation britannique, la solution pour les déchets est un préalable à la délivrance de l'autorisation de construction d'un réacteur. EDF va investir 9Mds en Grande Bretagne pour réaliser ces EPR. Que se passe-t-il en cas d'échec et combien l'utilisateur et/ou le contribuable vont-ils devoir payer?

Le coût exorbitant du nucléaire va plomber durablement le prix de l'énergie

En effet, le prix de l'électricité va monter sauf que cette hausse va désormais être très largement le fait du nucléaire qui sera plus cher que l'éolien terrestre -les courbes sont en passe de se croiser en Allemagne- et sans doute le solaire va suivre (le prix du nucléaire augmente quand le prix des ENr baisse). Et ce coût va devenir insupportable pour de nombreuses raisons.

Tout d'abord, la dizaine de milliards dépensée par EDF pour sa politique d'acquisition internationale s'est faite au détriment des citoyens français puisqu'il n'y a quasiment pas eu d'investissements durant 15 ans ni dans les centrales ni dans les réseaux, comme le souligne la Cour des Comptes dans son dernier rapport. C'est l'utilisateur qui va devoir payer pour cette stratégie calamiteuse qui a conduit en 2012 à une

baisse importante de production, qui a coûté plusieurs centaines de millions d'euros.

En second lieu, les problèmes de sécurité dans les centrales deviennent préoccupants, ce qui a deux catégories de conséquences. D'une part, un besoin d'investissement énorme, probablement de l'ordre de 7 à 10Mds qu'il va falloir payer pour une situation qui ne donnera pas toute garantie de sécurité. D'autre part, la prise en considération croissante d'un risque d'accident, ce qui pose la question de l'assurance.

Jusqu'à présent, EDF a obtenu de retarder l'obligation qui lui était faite de monter l'assurance de la somme ridicule de 6 M à celle de 700 M. L'exploitant va enfin devoir régulariser cette

situation. Mais cette somme est sans aucune relation, pas plus que celle du plafond global actuel de 1,5Mds d'euros pour un accident nucléaire évalué par l'IRSN à 400 Mds d'euros. D'où l'idée de supprimer dans les contrats de RC la clause d'exclusion d'accident nucléaire, ce qui revient à obliger les citoyens à s'assurer et donc à payer pour se couvrir. Sauf que la prime risque d'être colossale ou la couverture minimale!

Enfin, le fait que beaucoup de nos concitoyens n'aient d'autre choix que le chauffage électrique, beaucoup plus cher, les rend otages d'EDF. Et le pire est que cela continue puisque le chauffage électrique continue à être encouragé alors qu'il devrait être interdit.

Dès lors, bien loin de la propagande officielle d'une énergie nucléaire bon marché et moteur de l'économie française, elle devient un handicap pour notre développement économique et un gouffre financier pour nos concitoyens usagers et contribuables.

Suivre Corinne Lepage sur Twitter: www.twitter.com/corinnelepage



infonucleaire@altern.org

Fukushima, deux ans après Kolin Kobayashi



Soirée du 4-3-13 à Agen, K.Kobayashi et p.8-9-10 extrait de sa conférence

Deux ans sont bientôt passés et peu de choses s'améliorent sur le site de Fukushima Daiichi. Les travaux les plus risqués avancent doucement, mais sans tenir compte d'autres tremblements de terre possibles, des tsunamis ou des intempéries. Depuis Fukushima, le Japon subit en permanence des séismes plus ou moins importants, mais trois

grands séismes sont probables dont l'un à 87 %, d'après le sismologue ISHIBASHI Katsuhiko, qui avait averti en 2003 de la double catastrophe de Fukushima, naturelle et nucléaire.

Les personnes de la zone contaminée :

Au total, **160 000 personnes ont été déplacées**, 100 000 à l'intérieur de la préfecture de Fukushima, et 60 000 à l'extérieur. Ces 160 000 personnes sont dans une situation précaire, beaucoup d'entre elles n'ont pas encore touché les indemnités accordées par TEPCO (pour une famille, environ 8100 €, et pour une personne seule, 6075 €, plus un supplément entre 810 et 2430 €). Les indemnités professionnelles n'ont pas été payées parce qu'elles sont difficiles à évaluer. Cette population se retrouve en majorité dans des maisons préfabriquées construites en urgence par les autorités, ou dans des auberges lointaines. Les familles paysannes, où traditionnellement cohabitent plusieurs générations, sont dispersées n'ayant pas les moyens économiques de retrouver un habitat suffisamment spacieux. **Tableau des examens 02-13**

	Tchernobyl	Fukushima
Moment de l'examen	5-7ans après l'accident	Un an et demi
Norme de l'échographie	5mm	5mm
Nombre des enfants examinés	55 054	38 114
Cancer de thyroïde	4 personnes	3 personnes et 7 cas douteux
Diamètre de tumeur	16 mm	15 mm

Dans le cas de Tchernobyl, la zone à évacuer comprenait trois degrés de contamination, et surtout, la population vivant dans de la 3e zone, moins contaminée, 4-1 microSV/h, avait le droit de la quitter avec indemnisation, tandis qu'à Fukushima, l'évacuation indemnisée n'a concerné que deux zones de contamination.

La bataille pour obtenir le droit de se réfugier

Le procès collectif en cours contre l'Etat et TEPCO, pour obtenir le droit de quitter les zones contaminées, est de la première importance pour la radioprotection et la santé de la population de Fukushima.

La délégation de parti prenant du procès avec Me Yanagihara a le maire de Futaba, M. Idokawa ont plaidé devant la commission des droits de l'Homme de l'ONU à Genève le 30 octobre 2012

Les centrales : Sur le site Fukushima-Daiichi, la fuite radioactive continue.

Avec les réacteurs n°1, 2 et 3, au total, 10 millions de Bq/h de radioactivité se répandent, sans compter celle provenant des débris et des combustibles irradiés et stockés dans les piscines, et celle des eaux contaminées. Etant donné que le niveau de radioactivité est très élevée autour des réacteurs accidentés, les travaux de construction des barrières de protection de la radioactivité ne peuvent pas se faire actuellement, comme à Tchernobyl.

Quantité de combustibles sur le site : réacteurs 1, 2, 3 et 4, au total, 621,2 tonnes, soit 4641 assemblages de combustibles.

Sans compter le 4e réacteur, dont les combustibles sont dans la piscine, cela représente 612 fois plus de radioactivité que la bombe de Hiroshima.

Niveau de doses des rejets radioactifs sur le site Fukushima -Daiichi

D'après le journal Asahi du 13 février 2013
200 microSV/h au sommet du 4e réacteur
1000 microSV côté nord du 3e réacteur
20 à 100 miliSV/h (on ne peut pas travailler)
700 microSV/h au 2e réacteur
444 microSV/h au 1er réacteur

Dans ces conditions de radiation très forte, les travaux n'avancent pas du tout en ce qui concerne les coriums, magma fondu de ces trois réacteurs, et il est urgent d'extraire tous les combustibles de la piscine du réacteur 4 et de les transférer dans un endroit de stockage plus sûr au sol, mais, compte tenu des difficultés techniques de ce déplacement, cela ne pourra pas se faire avant deux ans.

Parmi les 54 réacteurs du Japon, seulement les deux de la centrale Oi fonctionnent aujourd'hui. Mais on découvre des failles sismiques actives sous sept centrales. Parmi les trois grands séismes prévus par les experts, l'un serait près de Hamaoka, le deuxième, au large du Pacifique Sud de Shikoku, et le troisième, sous la ville de Tokyo.

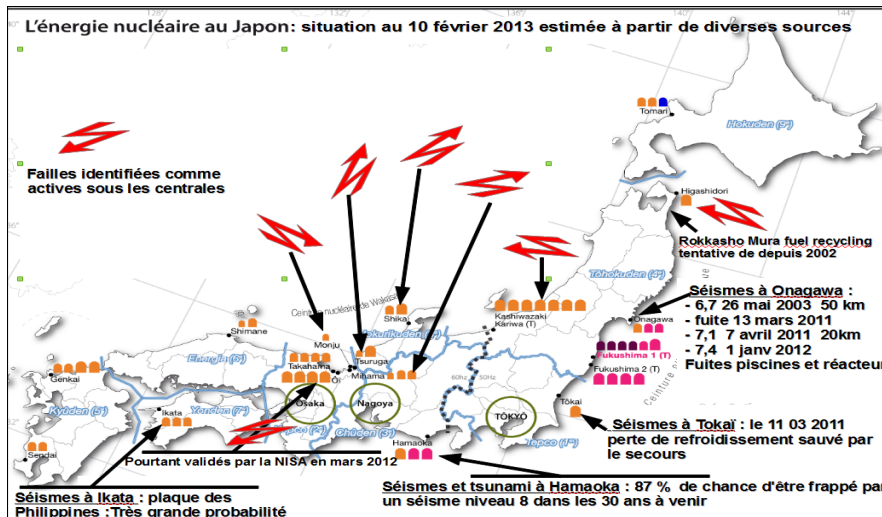
La situation de stockages des eaux contaminées

Par ailleurs, le stockage des eaux usées irradiées augmente chaque jour de 400 tonnes, TEPCO a récemment demandé aux autorités le droit d'en verser dans la mer. Devant la contestation violente des syndicats des pêcheurs, sa demande a été suspendue.

Les eaux contaminées déjà stockées représentent 220 000 tonnes. La construction de nouveaux réservoirs, pour une contenance globale de 700 000 tonnes est prévue en 2013, mais ils seront vite remplis, en deux ans environ.

Les installations en projet et les travaux en cours sont faits et programmés dans l'hypothèse où il n'y a pas d'autre séisme ni tsunami ou autres intempéries (tempête, typhon...).

Par conséquent, la crise n'est pas du tout finie ou maîtrisée, et même il faudrait dire que le plus mauvais scénario n'est pas à écarter.



La mainmise du lobby nucléaire international sur la préfecture de Fukushima

Pourquoi l'AIEA s'installe-t-elle à Fukushima ?

L'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) est le centre du lobby nucléaire international. Le noyau de la galaxie pro-nucléaire. Cette organisation, fondée en 1955 à l'initiative américaine en pleine guerre froide, après que le président américain de l'époque, Eisenhower, a prononcé son fameux discours <Atom for peace>, à l'Assemblée générale de l'ONU, en décembre 1953, avec toute la complicité des cinq pays membres du Conseil de sécurité, auxquels les Etats-Unis avaient voulu réserver le droit de produire et d'utiliser des têtes nucléaires, tout en encadrant, par cette AIEA, les autres pays limités qui à un usage

civil du nucléaire.

Aujourd'hui, à Fukushima, l'AIEA veut tout gérer, y compris la question sanitaire, après l'expérience de Tchernobyl, malgré qu'elle n'a ni mandat ni compétence en matière sanitaire.

C'est l'AIEA, après avoir organisé, à la demande de la Russie, le « Projet Tchernobyl », en 1990-91, et le « Tchernobyl Forum », en 2003-5, qui a beaucoup sous-estimé le nombre de victimes, en collaboration avec l'OMS. Officiellement, pour ces organisations internationales, il n'y a eu que 50 morts parmi les liquidateurs de Tchernobyl, et 4000 cas de cancers mortels. C'est ce qu'affirme le Dr NAGATAKI Shigenobu, qui était le chef de la mission « Tchernobyl Forum », dans son rapport, ainsi que sur le site officiel du premier ministre japonais.

C'est l'AIEA, avec l'UNSCEAR et la CIPR, qui a organisé la minimisation des conséquences de Tchernobyl.

Etant donné que l'AIEA domine l'OMS, contrainte, par une convention avec l'AIEA WHO 12-40 de 1959, qui lui interdit de faire des recherches ou des enquêtes relatives à la radioprotection sans son accord, elle domine aussi toutes les questions relatives aux accidents nucléaires et gère en l'occurrence la question de la santé, et maintenant, à Fukushima.

La situation est par conséquent devenue beaucoup plus politique que scientifique, en témoignent les trois conventions que l'AIEA a signées, lors du congrès international interministériel à Kooriyama, en décembre 2012, avec la complicité de la préfecture de Fukushima, de l'université médicale de Fukushima et du ministère des Affaires étrangères japonais.

Trois conventions avec l'AIEA

1) Coopération dans les domaines des mesures de radioactivité et de décontamination avec la préfecture de Fukushima

2) Coopération dans le domaine de la santé avec l'université médicale de Fukushima

- A) Enquête de gestion médicale
- B) Développement de savoir-faire et recherches
- C) Renforcement de la communication
- D) Soutien des experts et échanges d'informations

3) Coopération pour la préparation et la mise en place des mesures à appliquer en cas d'urgence avec le ministère des Affaires étrangères japonais.

- A) Ravitaillement et stockage à la préfecture de Fukushima des matériels de mesures radioactives de l'AIEA
- B) Formation des experts régionaux, nationaux et internationaux
- c) Utilisation des matériels stockés à Fukushima en cas d'urgence nucléaire dans la zone d'Asie Pacifique.

Que signifient ces trois conventions ?

1) Montrer et publier des mesures de radioactivité à la place des autorités japonaises ou avec la complicité du gouvernement japonais pour faire de la désinformation et mettre en scène des opérations de décontamination, comme si elle était possible.

2) L'AIEA, n'ayant ni mandat ni compétence sanitaire, s'occupe pourtant de l'ensemble de la question de la santé de la population japonaise. Cela veut dire exactement faire la même chose qu'à Tchernobyl, désinformation, minimisation, et en l'occurrence négation des conséquences.

3) Créer une base de secours au cas où il y aurait d'autres accidents majeurs dans la zone Asie Pacifique, afin de continuer à développer le nucléaire.

4) Important ! : Filtrer les informations, par une clause spéciale (paragraphe 8) qui impose de garder le secret sur toutes informations considérées comme confidentielles par l'un ou l'autre des contractants.

Cette clause ressemble parfaitement à la convention entre l'AIEA et l'OMS de 1959.

Fukushima : main mise du lobby de l'atome , Pellerin a trouvé un successeur (J.Lochar) pour la désinformation, normes aggravées etc..

Le coordinateur principal du lobby nucléaire international à Fukushima

Jacques Lochar est le président du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN), une association à but non-lucratif, qui ne comprend que quatre membres : EDF, CEA, Cogema=Areva et IRSN. C'est une émanation du lobby nucléaire français. M. Lochar est très actif au Japon où il fréquente assidûment Fukushima, depuis l'automne 2011, et il occupe le terrain sous la casquette de président de la 4e commission de la CIPR, avec son collègue de longue date du CEPN, Thierry Schneider. Ils ont notamment organisé le 4e séminaire, les 10 et 11 novembre, à Fukushima, dans la ville de Daté, portant sur le « rétablissement de la vie dans les régions "influencées" à long terme par un accident nucléaire ». Ce séminaire avait pour thème : « Dialogue pour l'éducation des enfants et des adolescents ».

Il tente de refaire à Fukushima le même genre de projet qu'ETHOS en Biélorussie, qui a été réalisé entre 1996 et 2001. Cela n'est pas une nouveauté, ni d'actualité en France mais je répète, pour les gens qui l'ont oublié, qu'ETHOS a reçu le soutien financier de la Commission européenne et bénéficié de la participation d'organisations françaises et européennes, de ONG et de laboratoires universitaires. Ce projet se proposait d'améliorer la vie dans les zones contaminées à

long terme. Il ne comprend pas de volet médical à proprement parler. La mise en place d'ETHOS s'est accompagnée de la suppression de la quasi-totalité des 370 centres locaux de mesures créés par le Professeur Vassili Nesterenko, fondateur de l'Institut Belrad, lesquels constituaient un pilier du système de protection des enfants, conçu d'après les résultats des travaux sur la toxicité du césium 137 menés sous la conduite du Pr Bandazhevsky, ex-directeur de l'Institut médical de Gomel. Le lobby nucléaire a réussi ces opérations, et ETHOS est devenu la référence européenne.

Au Japon, le lobby nucléaire a commencé, avec la CIPR, à faire une série de séminaires avec les habitants, depuis le mois de novembre 2011. Comme vous le savez, la CIPR est une association fondée en 1950. Elle coopte ses membres, parmi lesquels on trouve 18 Japonais, dont le Professeur Shunichi YAMASHITA, qui a participé, entre 2003 et 2005, aux travaux du « Chernobyl Forum », dont le rapport ne retient que les morts du mal aigu des rayons et les cancers de la thyroïde comme conséquences sanitaires du désastre de Tchernobyl.

Un petit groupe d'habitants locaux, formant le collectif « ETHOS in Fukushima » (qui pourrait être manipulé par Lochar et co., collabore aux séminaires qui prônent les mêmes méthodes qu'« ETHOS en Biélorussie ».

Situation politique avec le gouvernement Abé, pronucléaire :

La défaite cuisante de la gauche et des écologistes aux élections législatives de décembre 2012.

Pourquoi ?

Le Parti libéral-démocrate, Jimin-to, traditionnel parti politique conservateur, a réussi à remonter sur le devant de la scène après trois ans d'absence à la tête du gouvernement, en profitant de l'impopularité due à sa mauvaise gestion de l'accident de Fukushima-Daiichi du gouvernement Kan, c'est-à-dire le parti démocrate, Minshu-tô, mais c'est Jimin-to justement qui avait mené la politique nucléaire du Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce parti a réussi à faire passer le message que l'enjeu politique n'est plus l'accident de Fukushima mais la crise économique et les tensions territoriales avec la Chine et la Corée du Sud ou avec la Russie.



	Nombre d'armes nucléaires	Budget 2011 nucléaire militaire (milliards €)
États-Unis	8 500	47
Russie	12 000	11,5
France	300	4,5
Royaume-Uni	225	4,2
Chine	240	5,8
Israël	100	1,5
Inde	100	3,8
Pakistan	100	1,7
Corée du Nord	7	0,5
Total	21 572	80,5

S'inscrire : lamaisondevigilance@orange.fr

Hiroshima, Nagasaki :
Non aux armes nucléaires !
Jeûne international
À Paris, face à la Tour Eiffel
et à Burghfield, UK, nuclear base
6-9 août 2013



Compte tenu de l'opacité des États, il s'agit d'estimations.
 D'autre part, 240 bombes nucléaires américaines sont déployées sur des bases Otan en Europe : 20 en Allemagne ; 20 en Belgique ; 90 en Italie ; 20 au Pays-Bas et 90 en Turquie.

Don de 35 millions au Niger : l'Observatoire du nucléaire accuse Areva de réécrire l'histoire

Vendredi 8 mars 2013, interrogé sur la télévision publique du Niger, Olivier Wantz, directeur général adjoint d'Areva chargé de l'activité minière, a livré aux Nigériens une véritable réécriture de l'affaire du "don" d'Areva. C'est effectivement ce qui ressort de la lecture de la dépêche AFP du 9 mars 2013 (8h31), titrée "Areva offre 35 millions EUR au Niger pour sécuriser ses sites d'uranium", et qui relate les propos de M. Wantz.

Cette réécriture des faits, totalement contredite par de nombreux éléments, vise à présenter une version plus acceptable par l'opinion nigérienne... et à mettre **Areva dans une position moins inconfortable dans l'optique du procès que la multinationale a lancé contre l'Observatoire du nucléaire et qui se tiendra le 20 décembre 2013 au Tribunal de grande instance de Paris.**

Pour mémoire, le 11 décembre 2012, par communiqué, l'Observatoire du nucléaire a accusé Areva de s'être livrée à "une manœuvre de corruption, probablement sur le plan légal et assurément sur le plan moral", du fait du versement d'un curieux "don" au budget du Niger, d'un montant de 26 millions d'euros (en deux "tranches" : 16 millions d'euros pour 2013, 10 millions pour 2014), mais finalement de 35 millions d'euros avec une troisième "tranche" de 9 millions pour 2015.

L'Observatoire du nucléaire a aussi affirmé que la somme versée allait servir en partie à l'achat d'un nouvel avion pour le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, qui est par ailleurs un ancien cadre d'Areva. Mais l'utilisation finale de cet argent est en fin de compte secondaire : c'est le versement en lui-même, et sa "justification", qui est au cœur du problème.

Le lendemain, dans la dépêche AFP du 12 décembre 2012, Zakari Oumarou, président du groupe parlementaire du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNSD, au pouvoir), reconnaissait l'existence de ce don : "Areva a accordé au Niger une aide budgétaire sans conditions et non ciblée de 17 milliards FCFA (environ 26 millions d'euros)".

Pourtant, toujours d'après l'AFP, "le groupe nucléaire français, qui exploite depuis des décennies l'uranium dans le nord du pays, a démenti le versement d'une aide budgétaire qui suscite la polémique." Dénonçant une "diffamation", Areva a alors assigné en justice l'Observatoire du nucléaire.

Malgré les dénégations d'Areva, dans une dépêche AFP du 13 janvier 2013, les autorités nigériennes ont à nouveau confirmé la réalité du "don", mais aussi évoqué sa "justification" : « Prenant en compte le manque à gagner généré par le report de l'exploitation d'Imouraren, Areva s'engage à soutenir financièrement l'Etat du Niger en mettant à sa disposition 35 millions d'euros », a affirmé Hassoumi Massaoudou, le directeur de cabinet du président nigérien.

Mieux : le 14 janvier 2013, l'Observatoire du nucléaire a rendu public le compte-rendu confidentiel (*) d'une rencontre qui a eu lieu le 9 novembre 2012 à Paris entre M. Hassoumi Massaoudou et trois hauts dirigeants d'Areva... dont Olivier Wantz. La conclusion de ce document est explicite :

"Considérant la résolution prochaine des différents points évoqués dans ce compte-rendu ainsi que la poursuite d'une coopération sereine entre l'État du Niger et AREVA et prenant en compte le manque à gagner généré par le report probable du projet Imouraren au-delà de 2014, AREVA s'engage à soutenir financièrement l'État du Niger en mettant à sa disposition la somme de trente-cinq millions d'Euros sous la forme de paiements successifs de seize millions d'Euros en 2013, dix millions d'Euros en 2014 et neuf mil-

lions d'Euros en 2015." Notons que l'authenticité de ce document est certaine puisque, lors d'une conférence de presse qu'il a tenue le samedi 12 janvier (**), M. Massaoudou, le directeur de cabinet du président nigérien, s'est élevé contre la publication de ce document, mais sans en contester l'authenticité, bien au contraire... puisqu'il a tenté de s'expliquer sur son contenu.

La lecture attentive du document en question montre que les "différents points évoqués dans ce compte-rendu" concernent le marché mondial et les prix de l'uranium, les caractéristiques matérielles et géologiques du projet d'Imouraren, les priorités politiques du Président du Niger (qui a besoin que la mine soit ouverte... avant l'élection présidentielle de 2016 !), etc, mais à aucun moment il n'est question de danger terroriste, de risques d'enlèvement, ni même des salariés d'Areva otages depuis 2010.

Or, l'AFP en fait état dans sa dépêche du 9 mars 2013, Areva - qui n'ose plus démentir l'existence même du "don" - prétend subitement, par la voix d'Olivier Wantz, "avoir offert 35 millions d'euros au Niger pour l'aider à sécuriser ses sites d'uranium, démentant que ce don soit destiné à compenser le retard dans l'exploitation de la mine géante d'Imouraren." M. Wantz semble donc avoir "oublié" ce qui a été dit - y compris par lui-même ! - lors de la rencontre confidentielle du 9 novembre 2012 à Paris.

Areva tente aujourd'hui de réécrire l'histoire parce que, face à l'opinion, il est plus présentable de verser une somme pour "sécuriser" une activité industrielle que pour "amadouer" les dirigeants d'un Etat qui est clairement spolié. Avec cette nouvelle version, Areva tente aussi de "prouver" que les accusations de l'Observatoire du nucléaire sont "diffamatoires".

Il serait pourtant totalement légitime que le Niger reçoive de l'argent de la part de la France, si cela relevait d'une augmentation du prix de l'uranium et de taxes que le Niger appliquerait à Areva, pour rattraper le "manque à gagner" causé par 50 ans de véritable pillage et pour réparer autant que faire se peut les dommages environnementaux causés par la multinationale de l'atome.

Mais il est insupportable de voir Areva attribuer une somme au Niger, comme un "généreux donateur" venant au secours d'un déshérité, d'autant que cette somme est dérisoire comparée aux profits réalisés depuis 50 ans par Areva au détriment du Niger.

Communiqué du lundi 25 mars 2013
 http://www.observatoire-du-nucleaire.org
 (*) Lire le document ici : <http://observatoire-nucleaire.free.fr/reunion-confidentielle-areva-niger.pdf>



GRANDS TRAVAUX INUTILES, IMPOSES ET BUDGETIVORES :

La crise capitaliste de 2008 et qui perdure nous fait découvrir une dette publique qui plombe presque tous les états. Endettements nationaux, mais aussi, en France, au niveau communal, départemental et régional. Pendant des décennies on a vécu sur le mythe de l'emprunt. Celui-ci était présenté comme le moteur de l'économie « moderne ». Tout le monde empruntait, le simple particulier pour se « faire construire » sa maison individuelle, le petit village pour avoir sa salle polyvalente, jusqu'à l'Etat pour ses « équipements » dans le domaine des communications, de l'énergie (nucléaire), des constructions de prestige, de l'armement... Tout le monde applaudissait les grands travaux pharaoniques comme le Viaduc de Millau (qui n'aurait pas été nécessaire si on avait fait passer l'autoroute quelques kilomètres plus loin). Les antinucléaires étaient les rares contestataires de cette politique en dénonçant le coût de l'électronucléaire et le coût du nucléaire militaire (déjà dans les années 1960 Jean Rostand s'indignait du coût de la Force de Frappe gaulliste...)

Le réveil actuel est plutôt douloureux. On découvre des autoroutes non rentables, des voies ferrées « à grande vitesse » non irremplaçables, un aéroport non nécessaire, des « technopôles » aux finalités brumeuses, des « machins » de la Big Science, un nouveau réacteur nucléaire totalement ruineux... Nos politiciens se mettent à constater depuis peu les abysses de la Dette publique et proposent le remède à cette situation catastrophique : effectuer des économies budgétaires. Mais on se gardera bien de faire des coupes dans les grands travaux évoqués, dans la Big Science, dans le nucléaire, dans l'armement. On sabrera dans les dépenses sociales, dans l'Education, dans la Santé, dans les services publics... On laissera prospérer les veaux d'or du Système : AREVA, Bouygues, Vinci, Alstom, Total, Suez, Dassault, EADS...

Mais à présent les « usagers », les contribuables, les habitants des zones à projets prennent conscience de cette politique libéraliste au profit des grands groupes cités, au profit des banques, au profit des privilégiés de l'Establishment. Des collectifs citoyens « contre la dette illégitime publique », des comités contre l'aéroport de ND-des-Landes voient le jour et nouent des relations avec les organisations antinucléaires, avec les associations d'environnement qui luttent, jusqu'à présent, contre les aménagements inutiles, destructeurs et budgetivores. C'est ce qu'on appelle une convergence des luttes.

Ayant, depuis des années, les deux casquettes (défense de l'environnement et lutte antinucléaire), j'exposerai des exemples, essentiellement dans notre Sud-Ouest, de réalisations récentes ou projetées illustrant les origines de la Dette publique. Je terminerai ce tour d'horizon par le Nucléaire, la pire des réalisations (une autoroute, un réservoir ou un aéroport inutiles, s'ils sont une aberration économique, n'émettent pas de radioactivité...)

Les grands travaux routiers

Notre Sud-Ouest détient sûrement le record mondial du coût du km d'autoroute non rentabilisable. Après une enquête publique, en 2006, entachée de mensonges, l'autoroute A65 Langon-Pau fut décidée, mise en chantier et inaugurée en déc. 2010. Promoteur : la société « Aliénor » (sans doute une filiale de Vinci). Principal homme politique soutenant le projet : Emmanuel, le président du Conseil général des Landes. Coût de l'autoroute : 1 milliard 500 millions d'euros !

Convergences des luttes

Le collectif « Alternative régionale Langon-Pau » avait contesté, dès l'enquête publique, la nécessité de l'autoroute vu le bon état de la route Langon-Aire-sur-Adour. Seul le contournement de Aire était utile mais il fut surfacturé (54 millions d'euros). Le collectif fut bon prophète. Il comptabilisa les véhicules empruntant l'autoroute en 2011 et constata que leur nombre était inférieur à 40 % au chiffre prévu pour une rentabilisation. Le bilan pour 2011 de la société Aliénor présentait un déficit de 35 millions d'euros, déficit que les contribuables devront éponger (1). Cerise sur le gâteau voulue par les élus gersois : une « bretelle » pour rejoindre le « Nogaropôle » (voir plus loin). Le prix de la bretelle, actuellement en chantier, est affichée : 27,5 millions d'euros dont 9 millions payés par le département du Gers. Bretelle stupidement inutile car elle ne va pas jusqu'à Nogaro, alors qu'un contournement de Nogaro s'avère nécessaire pour la N124.

Une seconde autoroute traverse la Forêt landaise, c'est la A63 Bordeaux-Bayonne. Cette voie rapide était, elle, doublement utile parce que gratuite. En 2012 Vinci procéda à son amélioration. Coût : 1 milliard d'euros. Résultat : l'autoroute est maintenant payante. Vinci peut remercier la classe politique de ce cadeau...

Le « Nogaropôle »

Nogaro (ouest du Gers) possède un circuit de compétition dont la réalisation serait trop longue à raconter ici. Les élus gersois voulurent greffer sur le circuit un « Méganopôle », nommé à présent « Nogaropôle », qui serait une « pépinière » pour les entreprises versées dans les véhicules de compétition et dans l'industrie automobile en général. Un collectif gersois est en train d'examiner les comptes de cette « usine à gaz ». D'ors et déjà on peut dire que le Conseil général du Gers y a investi 20 millions d'euros.

Un appel aux entreprises s'est soldé par un bide. Pire, la seule société pouvant être partie prenante du projet s'est installée à Auch. Les frais de maintenance de ce technopôle qui sert actuellement à rien se poursuivent...

Les LGV

Le TGV français est une technologie ferroviaire qui nécessite des lignes spéciales alors que des trains aussi rapides roulent sur des voies ferrées classiques en Allemagne et au Japon. On a fait croire aux Français que le TGV pouvait pulvériser les records de vitesse. Le record de 500 km/h n'a été obtenu qu'en bidouillant les caténaires ; utilement un TGV ne dépasse guère 300 km/h.



Dans le Sud-Ouest des aménagements de « lignes à grande vitesse » (LGV) sont programmées pour un Bordeaux-Toulouse et pour un Bordeaux-Espagne. Une forte opposition à ces lignes se manifeste principalement au Pays Basque et dans la vallée de la Garonne. Le 24 juin 2012 une manif s'est déroulée à St-Pée-sur-Nivelle dans le site qui serait le plus dévasté au Pays Basque. Le 27 octobre ce furent 10 000 manifestants qui défilèrent à Bayonne, précédés de 106 tracteurs agricoles. Les opposants venaient de tous les départements concernés par les LGV (2)

Evoquons aussi la lutte menée par les opposants à la ligne Lyon-Turin de part et d'autre de la frontière.

Notre-Dame-des-Landes

Encore une « usine à gaz » dans le domaine des transports. Ce projet d'aéroport est aussi absurde que les LGV et les autoroutes non rentabilisables. La France est l'état européen qui compte le plus d'aéroports (156 contre 28 en Grande-Bretagne). L'aéroport actuel de Nantes peut accueillir bien plus de passagers, quitte à réaliser des installations supplémentaires (comme ce fut le cas pour les aéroports de Bordeaux et de Toulouse). Comme pour les autoroutes des Landes, « on » (c'est-à-dire principalement J.-M. Ayrault le Premier Ministre et ancien maire de Nantes) veut offrir un joli marché à Vinci pour la construction et pour la gestion d'un nouvel aéroport. Trouverait-on des pots de vin sous les tables, ...voire des barriques ?

La répression se durcit (blessés par grenades et flash-balls, inculpations de plus en plus nombreuses) mais la résistance se développe. ND-des-Landes sera-t-il un nouveau Larzac ?

Les barrages-réservoirs dans le Sud-Ouest

J'ai publié dans *Stop Golfch* (n°70 – sept.2012) le nouveau programme des barrages-réservoirs d'irrigation dans le Sud-Ouest. Ce programme s'était engouffré dans la nouvelle Loi sur l'Eau (la LEMA 2006) stipulant une « ressource en eau », mais avec des ouvrages démontrant leur utilité publique et leur rentabilité.

Dans le Sud-Ouest existe une véritable mafia, promoteur de la maïsiculture irriguée. Un nouveau programme de réservoirs a été rendu public principalement par l'Institution Adour, établissement uniquement composé de 20 conseillers généraux plus ou moins liés au lobby maïsicole. Dans le bassin de l'Adour une douzaine d'ouvrages est projetée pour un coût de 100 millions d'euros. En 2012 eurent lieu deux enquêtes publiques, l'une pour l'agrandissement d'un réservoir dans le bassin de l'Adour, l'autre pour la réalisation du barrage-réservoir de Sivens-Tescou près de Lisle-sur-Tarn (Tarn).

Ce programme s'avère sans nécessité, dommageable pour l'environnement et d'un coût ahurissant : le m3 d'eau stocké dans un réservoir coûterait entre 3 et 7 euros !

Il apparaît que cette demande de retenues nouvelles soit le lobbying des maïsiculteurs irrigants (en réclamant encore plus d'eau on justifie le maintien des aides européennes à l'irrigation) et de la C° d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (la CACG), la société d'aménagement rural maître d'œuvre des barrages.

Il est vrai que certains exploitants agricoles manquent d'eau mais il faudrait les aider avec des petits réservoirs bien conçus et peu onéreux.

Le nucléaire

Nous arrivons à présent au plus grand gouffre budgétaire dans lequel la France s'est enlisée. On a dupé les Français en

leur présentant l'électronucléaire comme l'énergie la moins chère, ceci en falsifiant les comptes d'exploitation, en ne chiffrant pas ou en sous-évaluant des chapitres primordiaux : le coût du combustible, les frais de maintenance des réacteurs, la gestion des combustibles usés et des déchets nucléaires, le montant du démantèlement des réacteurs, dernier chapitre que la Cour des Comptes avoue ne pas pouvoir évaluer.

Le premier dérapage du nucléaire civil fut la filière surgénératrice. Le surgénérateur (ou RNR : réacteur à neutrons rapides) « Superphénix » de la centrale de Creys-Malville fut présenté comme une solution quasi miraculeuse. Pourtant, dès le projet connu, des écologistes ayant un bon bagage scientifique dénoncèrent cette filière. Un RNR est le réacteur le plus dangereux et le moins maîtrisable. Il renferme du plutonium et son fluide caloporteur est du sodium, élément inflammable ou explosif (4). Ils furent bons prophètes. Le réacteur collectionna des avaries et dut être déclassé en 1997. « L'aventure » s'était soldée par une énorme faillite technologique, par des milliards de francs dépensés et par une terrible répression envers les antinucléaires, avec la manif de 1977 où Vital Michalon trouva la mort (5). Le dossier « Superphénix » n'est pourtant pas refermé car il reste à démanteler le réacteur...

Les promoteurs français de l'électronucléaire ne tirèrent pas les leçons de l'échec des RNR et de la catastrophe de Tchernobyl de 1986. Des technologies aussi aléatoires que « Superphénix » ont été engagées ou sont actuellement en projet. Faute d'utiliser le plutonium dans des RNR, on va en faire un composant d'un nouveau combustible : le MOX (oxyde mixte d'uranium et de plutonium). Une partie des réacteurs du parc électronucléaire français est « moxée »... Les réacteurs de la centrale de Fukushima renfermaient aussi du MOX (vendu par la France). Rappelons que le plutonium est le radioélément (artificiel) le plus toxique et à période (demi-vie) la plus longue.

Les choix les plus funestes se poursuivront. En 1997, si la filière surgénératrice est (en principe) abandonnée, un nouveau type de réacteur est mis sur rail : l'EPR (réacteur européen à eau pressurisée), réacteur en fait assez peu différent

des PWR construits par Framatome. On connaît les déboires des deux EPR actuellement en chantier, l'un à Flamanville (Manche), l'autre en Finlande. Le devis de ces réacteurs (2,5 milliards d'euros) est à présent presque 4 fois dépassé. La fuite en avant se poursuit. Au lieu de financer des énergies renouvelables, EDF, fin 2008, opte pour l'achat de vieux réacteurs nucléaires anglais (British Energy) et pour l'actionnariat dans la C° américaine Constellation Energy. L'achat de British Energy se chiffre à 15 milliards d'euros !

Nous parlerons plus loin de la machine fusion ITER que nous rangeons dans le nucléaire expérimental et nous évoquerons en deux mots des projets de nouveaux réacteurs ; « Astrid » qui serait encore un RNR (projet porté par le CEA en partenariat avec AREVA, EDF, Bouygues, Alstom...), des réacteurs « à haute température », des réacteurs à sels fondus au thorium...La France est vraiment accro au nucléaire !

Passons maintenant au nucléaire « expérimental ». Une filière qui se voudrait électrogène, mais totalement utopique, est



Convergences des luttes

sur la sellette, depuis des années, dans les états les plus nucléarisés. C'est la fusion nucléaire. Il s'agit de reproduire la réaction nucléaire s'effectuant dans le soleil, fusion de deux atomes d'éléments légers (hydrogène, deutérium, hélium), mais à très haute température (15 millions de C° dans le cœur du soleil). Des machines à fusion ont été expérimentées par les USA, l'URSS, la GB, la France...(machines Tokamak, le JET...) Tous les essais n'ont pas été probants. La température de fusion était difficile à atteindre et même si on y parvenait on voit mal comment domestiquer l'énergie dégagée par la fusion nucléaire. Que cette énergie demeure dans le soleil, très loin de nous ! Nous pouvons tout simplement l'exploiter par des capteurs solaires...

Mais les « shadocks » sont obstinés. Le chantier d'un réacteur international à fusion (ou réacteur thermonucléaire : ITER) a démarré dans le centre nucléaire de Cadarache. Le coût de l'ITER est estimé à 12 milliards d'euros. On est parvenu au summum de l'absurde : faire une ruineuse machine nucléaire pour ne produire aucun kilowatt !

Une autre machine à fusion est en construction en France. C'est le Lasermégajoule au CESTA (centre nucléaire militaire) du Barp, près du Bassin d'Arcachon. La finalité du Lasermégajoule est définie : recréer une mini explosion thermonucléaire dans le but de perfectionner des bombes H. Si on se faisait l'avocat du diable, on pourrait insinuer qu'il n'est pas certain que le réacteur soit utile à la Force de Frappe. Combien a déjà coûté et coûtera cette pyramide française du XXI^e siècle ? Motus !, on est dans le « secret défense » ! Notons qu'une machine à fusion engendre une pollution radioactive : émission de tritium et formation d'autres radioéléments.

Signalons d'autres installations nucléaires « de recherche », dépendantes de l'Armée ou « indépendantes ». Citons, par exemple, le « Sphinx » de Gramat (Lot) géré par la DGA (Direction générale de l'armement). Citons les accélérateurs ou collisionneurs de particules.

Je me suis, personnellement intéressé au LHC (Large Hadron Collider) du CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire) situé près de Genève sur (ou sous) la frontière franco-suisse. Ce collisionneur géant devait, entre autres, mettre en évidence une particule mystérieuse, le boson de Higgs. La critique du LHC a fait l'objet d'une motion présentée à l'AG du Réseau SDN en mars 2011. Une majorité approuva la motion « contre la poursuite du fonctionnement du LHC, lequel a déjà connu, dès sa mise en service en 2008, une grave avarie augmentant considérablement ses lignes budgétaires » (6).

Terminons ce délirant tour d'horizon avec le nucléaire militaire. Bombes nucléaires « classiques », thermonucléaires ou à neutrons, aviation stratégique (avec Dassault l'enfant chéri de tous les gouvernements), missiles (dont le nouveau missile M51 fabriqué et testé en Aquitaine), sous-marins nucléaires « lanceurs d'engins » (c'est-à-dire de missiles), porte-avions nucléaires, Lasermégajoule... Les équipements de la Force de Frappe engloutissent un budget fantastique, vertigineux, vomitif. On parle des « états voyous » qui veulent se doter d'une défense nucléaire, mais la France développe toujours la sienne, violant le TNP (Traité international de non-prolifération).

Nous nous lamentons sur notre dette publique mais sans désigner les véritables origines de ce déficit abyssal qui ne peut qu'empirer. On pourrait pourtant tirer des leçons dans l'Histoire de l'Humanité. Des états, des royaumes, des empires ont sombré, minés par leurs dépenses militaires, par leurs grands travaux de prestige, par les privilèges d'une caste de parasites...et par une absence totale de démocratie dans la gestion des affaires publiques et dans les entreprises de production du secteur industriel et du secteur agricole. Les premiers états qui sombreront (ou qui sont en train de sombrer) sont les pays militarisés aux mains d'une mafia d'oligarques, de technocrates et de milit

aires bornés et de spéculateurs sans scrupules. **Indignons nous ! Insurgeons nous !** comme le lançait Stéphane Hessel avant de nous quitter...

Marche Nice-NDDLandes accueillie par plusieurs de la coordination sud-ouest en janvier 2013



Henry CHEVALLIER Membre de la Coordination régionale antinucléaire Sud-Ouest
en-de.doman@wanadoo.fr

- (1) voir *Ortzadar* (périodique du CADE : collectif des associations d'environnement Pays Basque – Landes sud), n°154, janvier-février 2013
- (2) *Ortzadar* n°153, nov.-déc. 2012
- (3) Actualité de ND-des-Landes : site internet *indymedia Nantes*. Prochaine manif 11 avril (voir affiche)
- (4) « Surgénérateur comprendre et agir » : n°spécial (n°7) de *Ecologie* (1976)
- (5) H. Chevallier (2008-2009) : « Histoire des luttes antinucléaires en France » - édit. La Brochure – diffusion Ende Doman (ende.doman@wanadoo.fr)
- (6) *Stop Golfech* n°67 – avril 2011. Comme je l'ai écrit : on dépense des milliards d'euros pour chercher la « particule de Dieu », le boson de Higgs, alors qu'on fait des quêtes pour la recherche sur le cancer, sur le SIDA et sur les maladies génétiques. En 2012 le boson de Higgs a été (ou aurait été) mis en évidence, mais les physiciens, assez perplexes, n'ont pas dansé de joie....



ASSOCIATION DES VETERANS DES ESSAIS NUCLEAIRES

Siège social : 44 rue de la Favorite – 69005 LYON

Site internet : www.aven.org

Courriel : aven@aven.org

Tél : 04 78 36 65 31



Voir leur pétition au gouvernement sur leur site



Devenez auto-constructeur de votre éolienne

du Lundi 27 Mai au Samedi 1^{er} Juin 2013
à Blanquefort sur Briolance (47500)

Contactez Claire :
06 41 67 05 24
chdk@laposte.net
Voir aussi
Tripalium.org

Week end économies d'énergie et renouvelables le 31 mai-1er-2 juin 2013

- **Vendredi 31 mai table –ronde isolation en rénovation**
- **Samedi 1er juin à partir de 9h30 : visite de la plateforme bois C de C de Fumel et méthanisation à la ferme**
- **1er - 2 juin circuits de visite chez des particuliers**
programme complet sur site ci-dessus à partir de mi-mai



Point de vue : La "transition énergétique maintenant" selon les "écologistes", c'est l'arrêt du nucléaire... plus tard !

En dehors du RAC (Réseau Action Climat, membre du Réseau Sortir du Nucléaire) qui se distingue en collaborant à un scénario « acceptable » de transition énergétique qui n'envisage même pas l'arrêt du nucléaire à horizon 2050 (1), il existe un parfait consensus de la part des organisations « écologistes » ayant pignon sur rue et du principal parti « écolo » EELV, sur UNE SORTIE PROGRESSIVE DU NUCLEAIRE EN 20 ANS, soit en langage clair : UNE PROLONGATION DU NUCLEAIRE POUR ENCORE 20 ANS au minimum. Ceci constitue à leurs yeux un scénario de production d'électricité « raisonnable ».

EELV propose de fermer en priorité les réacteurs de plus 30 ans « présentant le plus de risques... fiabilité technique, expositions aux risques naturels, densité de population (créant ainsi une hiérarchie de valeurs, comme si la vie humaine se mesurait en fonction de la quantité de victimes potentielles au mètre carré)... ». La sortie du nucléaire est prévue en 2032 (2).

Dans le Scénario de Transition Énergétique 2013 de Greenpeace, on nous promet que « en 2035 plus aucun réacteur ne produira de l'électricité en France ». (3)

Idem pour Les Colibris de Pierre Rahbi qui se prononcent pour un abandon de « l'utilisation de l'énergie nucléaire (entre 2030 et 2035) ». <http://www.colibris-lemouvement.org...>, page 18

D'après la dernière dépêche AFP sur la chaîne humaine organisée par le Réseau Sortir du Nucléaire le 9 mars 2013, ce dernier souhaite "la fermeture immédiate des réacteurs de plus de 30 ans". Rien ne nous est dit de la durée envisagée pour la fermeture des autres réacteurs français (4). Les antinucléaires auraient-ils oublié qu'à Three Mile Island (TMI) le réacteur était en service industriel depuis seulement trois mois lors de son accident en 1979, et que pour Tchernobyl en 1986, la mise en service du réacteur avait eu lieu trois ans seulement avant la catastrophe ? En outre, la pétition du réseau « je signe » propose en guise de solution à l'arrêt du nucléaire : l'efficacité, la sobriété et les énergies renouvelables. <http://chainehumaine.org/>

Tout ceci découle directement du scénario des « experts » de Négawatt, paru en 2011 et qui prône « un arrêt progressif et raisonné du nucléaire.... [...] un abandon de la production nucléaire en 22 ans » (7) avec la fermeture du dernier réacteur en 2033 ; l'exercice consistant entre autres à « minimiser le recours au gaz fossile pour assurer la transition et d'éviter un pic non maîtrisé de l'usage de ce dernier » avec une fermeture des réacteurs après 30 à 40 ans d'exploitation (Négawatt devance donc le souhait économique d'EDF de prolonger la durée d'exploitation des réacteurs français à 40 ans).

MAIS DE QUOI NOUS PARLE-T-ON AU JUSTE ? LE NUCLEAIRE EST-IL OUI OU NON UN MODE DE PRODUCTION D'ELECTRICITE COMME LES AUTRES ? Après les tragédies de Fukushima, et de Tchernobyl, peut-on encore « raisonnablement » se poser la question ?

Le nucléaire présente un danger immédiat (la catastrophe peut arriver à tout moment en France, à côté de chez nous). La seule réponse

"raisonnable" à un danger immédiat et gravissime est un arrêt immédiat de ce qui constitue ce danger.

Accepter tous les scénarios énergétiques de sortie progressive du nucléaire :

C'est accepter qu'une catastrophe nucléaire puisse se produire demain en France.

C'est penser qu'une "gestion" de la catastrophe serait possible.

C'est accepter qu'une "gestion militaire" de la situation (voir décret présidentiel n° 2003-865 du 8 septembre 2003) se mette en place en France en cas de catastrophe nucléaire.

C'est accepter de vivre en territoire contaminé comme une alternative envisageable.

C'est accepter le port de dosimètres pour nos enfants.

C'est accepter les conséquences sanitaires du nucléaire, l'augmentation des pathologies cardiaques/digestives/pulmonaires, des cancers, des malformations congénitales, ...

C'est accepter la production journalière en France de 30 à 40 kilos de plutonium (sachant que un microgramme de plutonium inhalé suffit à provoquer un cancer et que 8 kilos sont suffisants pour faire une bombe atomique de type Nagasaki).

C'est accepter l'exploitation des mines d'uranium au Niger et la contamination grave des populations locales (la France est totalement dépendante de ses importations d'uranium).

C'est accepter la vente de la technologie nucléaire française dans des pays émergents dont les populations, comme en Inde, refusent l'installation souvent au péril de leur vie. <http://www.google.com/hostednews/af...>

C'est accepter de déléguer son propre destin à une poignée de nucléocrates tout-puissants, à des partis politiques pro-nucléaires, soutenus par des ONG dont on peut légitimement se demander si elles ont pour but d'inverser le cours des choses ou plutôt de pérenniser leurs structures.

C'EST ACCEPTER L'INACCEPTABLE !

L'arrêt du nucléaire n'est ni négociable, ni soumis à des conditions de durée. L'arrêt du nucléaire ne peut dépendre de l'hypothétique avènement des énergies renouvelables, de même qu'il est illusoire de compter sur une prise de conscience soudaine des « citoyens » et des gouvernements pro-nucléaires qu'ils continuent d'élire. Le rapport de force, c'est à chacun d'entre nous de faire tout son possible pour tenter de l'inverser MAINTENANT ! Il y va de notre survie.

Arrêt Immédiat, Inconditionnel et Définitif du Nucléaire
Coordination Stop-Nucléaire Paris, le 9 mars 2013 <http://www.coordination-stopnucleaire.org> ..lundi 25 mars 2013, par contact2

(1) <http://www.rac-f.org/IMG/pdf/scenar....>, page 27, graphique 33

(2) <http://energie.eelv.fr/files/2012/1...>, pages 19, 29 et 30

(3) <http://www.greenpeace.org/france/Pa...>, page 34

(4) <http://groupes.sortirdunucleaire.org>



Comme vous le savez sans doute, l'association Independent WHO (WHO pour OMS en anglais) organise depuis 5 ans une "Vigie citoyenne" tous les jours ouvrables devant le siège de l'OMS à Genève, pour protester contre l'affiliation par traité de l'OMS à l'AIEA (agence de promotion du nucléaire) depuis 1959 et contre sa complicité avec le lobby nucléaire qui tente de cacher les effets sur la santé des faibles doses de radioactivité.

Cette association a mis en place une vigie similaire devant le Ministère de la Santé à Paris (et espère faire bouler de neige dans les autres capitales européennes !), le Vendredi en solidarité avec les Japonais qui manifestent tous les vendredis dans toutes les grandes villes du Japon pour la sortie du nucléaire.

independentwho.org ; chris.elain@wanadoo.fr



ENERGIE – Le photovoltaïque et l'éolien désormais devant le nucléaire (25-2-13)

Alors qu'on vient seulement d'ouvrir le débat sur la transition énergétique en France, l'énergie mondiale a elle déjà réalisé la sienne fin 2012. A la fin de l'année passée, la puissance installée en éolien et en photovoltaïque dans le monde atteignait 382,5 GW, soit plus que les 369 GW en énergie nucléaire. Malgré une baisse des investissements de 11% dans les énergies renouvelables en 2012, par rapport à 2011, ils sont restés à un niveau élevé à 269 milliards de dollars, au bénéfice notamment de l'énergie photovoltaïque dont la puissance installée a progressé de 30 GW pour atteindre les 100 GW

l'an passé. Devant, l'énergie éolienne a accru son avance de 45 GW pour atteindre les 282,5 GW de puissance installée.

Malgré ces bons chiffres des énergies renouvelables, l'énergie nucléaire conserve une longueur d'avance, non plus en puissance installée, mais en puissance réellement développée. En effet, si les énergies éolienne et photovoltaïque représentent désormais l'équivalent d'une puissance installée de 230 réacteurs nucléaires EPR, elles ne représentent plus qu'une centaine de réacteurs EPR (sic..) en raison de l'intermittence de ces énergies durables. <http://www.enviro2b.com/2013/02/25/energie-le-photovoltaïque-et-leolien-desormais-devant-le-nucléaire/>



Enfants de Tchernobyl Bélarus

Association Loi 1901 - Siège : Résidence "Les jardins d'Emeraude"
28 B, rue de la République - Apt 21 - 22770 LANCIEUX (France)

"Continuer à s'intéresser à Tchernobyl, est-ce regarder dans le rétroviseur ? Non, c'est considérer l'avenir de Fukushima."

Coordination_Antinuc_Sud_Ouest@yahoo.fr

Prochaines coordinations :

Dimanche 28 avril de 10h30 à 12h salle Leo Gipoulou-Valence d'Agen

Samedi 26 mai 2013: prochaine CASO (10h-17h) à Montauban, jardin des plantes (local de la FNE 82).

groupes antinucléaires du sud-ouest en coordination

09 EELV Ariège

12 Serenes Sereines : Guy Pezet guypezet@orange.fr et Charlotte V.de V. 05 65 45 70 55

31 Amis de la Terre Midi Pyrénées et CANT : <http://saint.aroman.marc.free.fr> Daniel Roussée : 06.61.97.83.2832 :

32 Ende Doman – 32400 Fustérouau – Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.

33 Tchernobyl : tchernobyl.free.fr, Olivier Debelleix ol.deb@free.fr

46 SDN Lot : Philippe CRUZEL philippe.cruzel@orange.fr et tel:

05.65.22.91.11 et Michel Lablanquie <http://leliencommun.org/sdnlot>

Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire Jean-Luc Vialard - mcnl@free.fr

47 Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen .

André Crouzet 06 85 22 71 33 moniqueguittenit47@orange.fr ,

81 SDN81 Patrick Kappel ordonaizer@hotmail.com

82 SDN 82 Roland Portes rolandrolandportes@orange.fr

Motion décentralisation présentée par coordination publiée ici :

<http://leliencommun.org/sdnlot/reseau/reseau.html>

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/13octobre2012>

Tarn : Dimanche 19 mai et lundi 20 mai 2013: foire Biocybèle: la CASO est invitée à tenir un stand. Graulhet-81. Marc S-A et Michel M animeront une conférence-débat sur les aliments irradiés.

En septembre 2013: tournée de Nicolas Lambert, avec la pièce "Avenir Radieux" : les dates sont encore à définir !

Sommaire p2/3 /4 info Golfech et tract distribué autour en avril

P.5 Négajoule—

p.7 Fessenheim et Pasdevant ancien CEA

P.8/9/10 Tritium partout

P.11 nucléaire , ruine de la France

p12 à 14 Fukushima

P15 Areva - p.16 à 18 Convergences des luttes

p19 Transition.

Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr ; prochain journal début septembre 2013

ABONNEMENT ANNUEL

A STOP-GOLFECH:

8€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

COTISATION DE SOUTIEN

A VSDNG:

12€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

Stop Golfech

Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
Dépôt légal : 20 Juin 1991

Commission paritaire 0307 G 81372

ISSN 1253-286X

Imprimerie Associative

156, Impasse Péchaboud 47000 Agen

Directeur de publication : William Soubiran

Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman

Plagiste : Ch. Guittenit ,

Envoi : Ph.Catinaud, P.Habit,

Ch.Lamas, J.Rosales

Adresse du journal : VSDNG,
Solidarite Inter Association